

JANVIER 1984 - 6 FF

# Le Courrier de l'unesco

# 1984

# Le temps des peuples



21

## BANGLADESH

### Le vendeur ambulant

Situé dans une plaine basse deltaïque formée par le Gange et le Brahmapoutre, le Bangladesh (plus de 90 millions d'habitants) est avant tout un pays rural. Sa principale industrie est celle des filatures et tissages de jute dont le pays est le premier producteur mondial. Les artisanats traditionnels, de leur côté, restent toujours vivants. Ci-contre, un vendeur ambulant de balais et de paniers dans les rues de Jessore, ville située dans l'ouest du pays.

Photo © Ron Giling, Arnhem, Pays-Bas

Publié en 27 langues

Français	Tamoul	Coréen
Anglais	Persan	Kiswahili
Espagnol	Hébreu	Croato-Serbe
Russe	Néerlandais	Macédonien
Allemand	Portugais	Serbo-Croate
Arabe	Turc	Slovène
Japonais	Ourdou	Chinois
Italien	Catalan	Bulgare
Hindi	Malais	Grec

Une édition trimestrielle en braille est publiée en français, en anglais, en espagnol et en coréen.

Mensuel publié par l'UNESCO  
Organisation des Nations Unies  
pour l'Éducation,  
la Science et la Culture  
Ventes et distributions :  
Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris  
Belgique : Jean de Lannoy,  
202, avenue du Roi, Bruxelles 6

ABONNEMENT — 1 an : 58 francs français ; 2 ans (valable uniquement en France) : 100 francs français ; Paiement par chèque bancaire, mandat, ou CCP 3 volets 12598-48, à l'ordre de : Librairie de l'Unesco. Retourner à Unesco, PUB/C, 7, place de Fontenoy - 75700 Paris.

Reliure pour une année : 46 francs.

Rédacteur en chef :  
Edouard Glissant

ISSN 0304-3118  
N° 1 - 1984 - OPI - 83 - 3 - 406 F

Couverture : photo © Bargy, Paris

pages

- |    |   |
|----|---|
| 4  | <b>GEORGE ORWELL,<br/>UN « ANARCHISTE CONSERVATEUR »</b><br><i>par Jacques Charpier</i> |
| 8  | <b>INTERVENTION ET SCIENCE PSYCHOLOGIQUE</b><br><i>par Agnès Oppenheimer</i>            |
| 11 | <b>LA PSYCHOLOGIE EN AFRIQUE NOIRE</b><br><i>par Amewusika Kwadzo Tay</i>               |
| 15 | <b>RADIOGRAPHIE DU DESEQUILIBRE ECONOMIQUE</b><br><i>par Jean Sayinzoga</i>             |
| 19 | <b>POUR UN NOUVEL ESPACE ECONOMIQUE</b><br><i>par François Perroux</i>                  |
| 25 | <b>L'ANGOISSE ET LA DOMINANCE</b><br><i>par Henri Laborit</i>                           |
| 30 | <b>DERACINEMENT CULTUREL ET DELINQUANCE</b><br><i>par Miguel Rojas Mix</i>              |
| 34 | <b>LATITUDES ET LONGITUDES</b>  |
| 2  | <b>LE TEMPS DES PEUPLES</b><br>BANGLADESH : Le vendeur ambulant                         |

## Le Courrier du mois

**L**E calendrier est en grande partie une convention sociale et chaque année qui commence n'est pas forcément porteuse de nouveautés. Mais c'est une occasion régulièrement donnée de tenter le point de la situation, de tâter le pouls de l'humanité, tout comme au tournant de chaque décennie ou de chaque siècle.

Nous avons choisi, en ce début de 1984, d'aborder trois questions parmi celles qui s'imposent à l'attention de la communauté humaine : les effets de la crise économique, les aventures de la recherche en psychologie, les ressorts d'une criminalité généralement grandissante.

Sur chacun de ces points d'approche, deux spécialistes interviennent dans le débat, d'un pays industrialisé, d'un pays en développement. Nous n'entendons pas ainsi consacrer une des partitions reconnues du monde actuel, mais diversifier les

modes d'analyse et peut-être repérer les rencontres, par delà les nécessaires divergences.

On aura compris que nous ne prétendons pas ainsi couvrir le plus important de ce qui menace ou exalte le destin de l'homme contemporain, problèmes de la faim et de la santé, de la connaissance pour tous, de la paix, de la justice et de l'harmonie entre les peuples. Les études qui suivent sont pourtant enracinées dans une telle problématique et elles permettent d'en explorer la complexité souvent cachée, sinon d'en proposer des vues résolutes.

Ce n'est pas davantage par convention que nous ouvrons ce numéro sur une analyse du cas Orwell, un peu partout étudié et interrogé en ce janvier 1984. Au delà de la controverse politique ou du prétendu prophétisme de l'œuvre, la question reste posée de l'inquiétude de l'homme devant sa

propre « modernité ». Ce qui est ici en jeu, n'est-ce pas, plus que l'Etat totalitaire, l'Etat-machine? Et la réaction à un tel danger de robotisation ne mène-t-elle pas à verser, paradoxalement, dans des attitudes régressives ou inopérantes?

L'acuité de ces débats ne doit pas oblitérer notre espoir commun, réaffirmé par la vingt-deuxième session de la Conférence générale de l'Unesco qui s'est tenue au Siège de l'Organisation, à Paris, du 25 octobre au 26 novembre 1983. Le Courrier de l'Unesco présente ses vœux de bonne année 1984 à ses lecteurs et à toutes les femmes, à tous les hommes de bonne volonté dans le monde.

*Edouard Glissant*

# George Orwell, un « anarchiste conservateur »

par Jacques Charpier

Il arrive qu'une date marque l'anniversaire de la publication d'un livre, de la naissance ou de la mort de son auteur. C'est une façon de rendre hommage—parfois de pure décence—en allumant quelques bougies qui, souvent, ne font qu'éclairer d'une brève lueur un écrivain ou son œuvre. Avec l'année 1984, c'est un peu le contraire qui se produit. Ce millésime dans lequel nous entrons portait déjà le titre d'un livre qui, depuis plus de trente ans, a rendu son auteur mondialement célèbre. Il s'agit de *1984*, le roman de George Orwell.

Orwell—de son vrai nom Eric Arthur Blair—est né à Motihari, au Bengale, le 25 juin 1903. Son père, Richard Walmesley Blair, était un fonctionnaire de la « Section Opium » du gouvernement de l'Inde.

Les ascendants d'Eric avaient fait plus ou moins partie de l'*Establishment*. Son arrière-grand-père (mort en 1820) avait été un riche planteur de la Jamaïque et avait épousé une fille de l'aristocratie. Quand il mourut, il était ruiné. Son dernier fils, le grand-père d'Eric, après un bref séjour à Cambridge, se vit conduit, dans l'impécuniosité où il était, à entreprendre une carrière ecclésiastique au sein de l'église anglicane. Son fils—le père d'Eric—devint un petit fonctionnaire colonial dès l'âge de dix-huit ans. Il épousa un peu sur le tard une demoiselle Limouzin, dont le père était français, et s'occupait du commerce du bois de teck et de la construction de bateaux. Des spéculations hasardeuses sur le riz devaient contraindre les Limouzin à des conditions d'existence plus humbles qu'ils n'en avaient connues. D'où la relative « décadence » sociale dont aurait pu se plaindre le père d'Eric—ce qu'il ne semble pas avoir fait, mais qui, d'une certaine façon, peut éclairer la personnalité du futur auteur de *1984*, et je ne sais quelle ambiguïté que l'on peut soupçonner en lui. Il se sentait appartenir à la « lower upper middle class » : classe moyenne séparée de la condition prolétarienne, mais trop peu nantie pour être en symbiose avec la (grande) bourgeoisie.

La situation relativement modeste de ses parents ne les empêcha pas d'envoyer Eric au collège d'Eton, où l'on faisait à la fois du latin, du grec, des mathématiques, de la théologie, de l'aviron et du cricket. Ses études furent, semble-t-il, assez médiocres, mais il se voulait déjà un « auteur célèbre ».

Comme certains de ses condisciples, Eric affichait son anti-conformisme. Il lisait Bernard Shaw, H. G. Wells, Galsworthy et se disait « vaguement socialiste ». En 1920, à la faveur d'un examen de contrôle, où on avait demandé aux jeunes gentlemen d'Eton quels étaient pour eux les « dix plus grands hommes vivants », il avait cité—comme d'ailleurs, dit-il, quinze élèves sur seize—un certain Lénine. Quoi qu'il en fût, pour des raisons relatives à sa médiocrité universitaire ou, ce qui est plus probable, à la médiocrité financière de sa famille, il n'alla pas, une fois ses études à Eton terminées, à Oxford. C'est ainsi qu'il devint stagiaire à l'école d'entraînement de la police provinciale de Birmanie à Mandalay, d'où il sortit *Assistant Superintendent of Police*. Il avait vingt-et-un ans. Ses fonctions étaient celles d'un commissaire de police-adjoint dans le cadre de l'administration coloniale britannique. Sur ses cinq années passées en Birmanie, nous n'avons pas un matériel anecdotique important. Ce que nous savons, en revanche, c'est que le jeune Eric Blair était partagé entre deux sentiments : une certaine distance à l'égard des peuples coloniaux et le désaveu, qui ne cessa de

s'accroître en lui, de l'impérialisme et du colonialisme britanniques. Son expérience birmane fut, beaucoup plus sans doute que ses lectures anticonformistes d'Eton, à l'origine de son « socialisme », et c'est à partir d'elle qu'il développa sa critique de l'impérialisme et du capitalisme en général.

En fait, et cela est véritablement probant, Eric Blair, en 1927, donna sa démission. Il avoua, à propos d'une édition de *Burmese days*, avoir pris cette décision pour ne plus être le complice d'un état de choses qu'il considérait comme « une entreprise de racket » à l'égard de populations exploitées.

De retour en Angleterre, la vocation d'Eric Blair d'être un « auteur célèbre » prit la forme d'une décision : il allait écrire. C'est alors que commence une insolite période de son existence. Vivre aux crochets de sa famille, bien que malade, il n'en était pas question. Mais je ne pense pas que ce soit pour des raisons morales à ce point immédiates et simples qu'il choisit de mener, à Paris et à Londres, une existence de clochard. Eric Blair, dans son premier

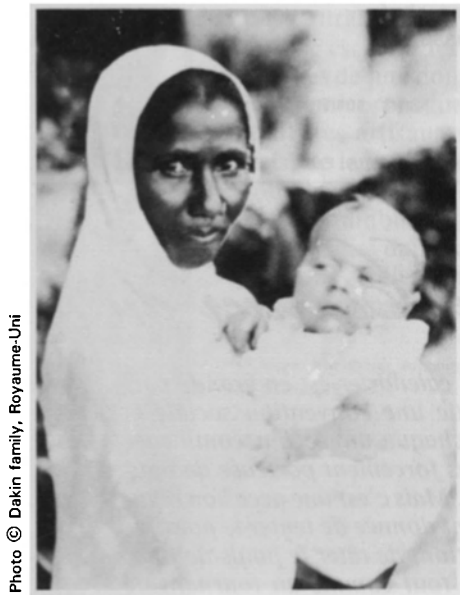


Photo © Dakin family, Royaume-Uni

George Orwell — de son vrai nom Eric Arthur Blair — est né à Motihari, au Bengale, le 25 juin 1903. On le voit ici, âgé de six semaines, dans les bras de son aya (gouvernante).

livre publié, *Down and out in Paris and London* —à l'occasion duquel il prit le pseudonyme de George Orwell— met l'accent sur le caractère littéraire de son entreprise : et il est vrai qu'il publia, à cette époque, quelques articles. Il évoque aussi deux romans qu'il aurait alors écrits, mais dont la trace a été perdue. En fait, il n'est pas impossible que cette « clochardisation » volontaire d'Eric Blair ait eu d'autres raisons. Il n'avait pas à proprement parler la « tête politique ». Son anti-conformisme d'Eton, ses critiques de l'impérialisme britannique ne suffirent pas à donner forme à son comportement. En revanche, il n'est pas exclu que des pulsions psychologiques soient à l'origine de ces vagabondages volontaires. Il se savait appartenir à cette « lower upper middle class », à la fois liée

**JACQUES CHARPIER**, poète et essayiste français, est actuellement directeur littéraire dans une maison d'édition parisienne. Il a travaillé à la radio et a enseigné à Bryn Mawr College, aux Etats-Unis. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment *Paysage du salut*, *Le fer et le laurier*, *Paul Valéry*, *Villon et Saint-John Perse*.

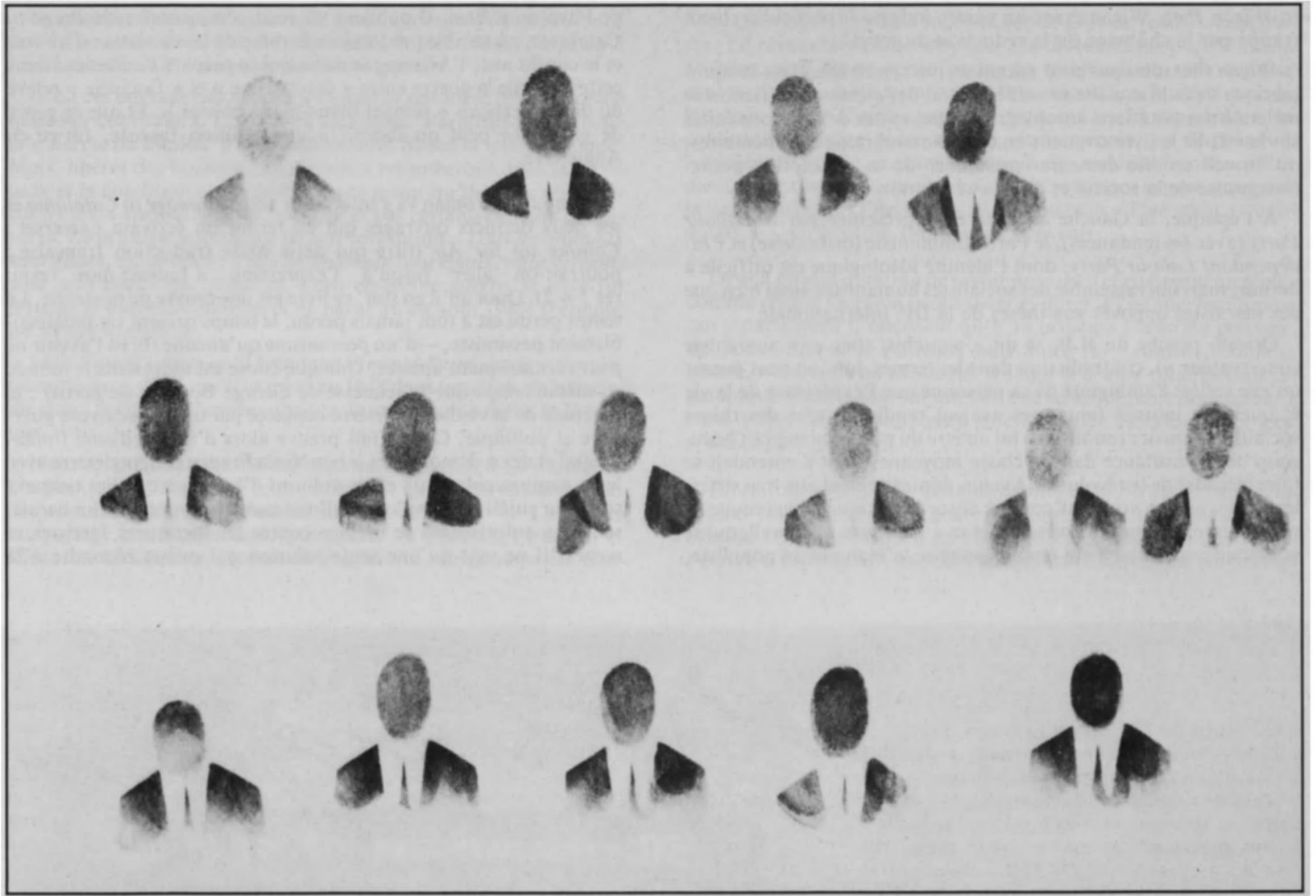


Photo © Saul Steinberg

**Passport photos (1955), de l'artiste américain Saul Steinberg, encre sur papier faite avec des empreintes digitales.**

à l'*Establishment* et exclue de lui, à la limite de la prolétarianisation mais distante du « peuple », dépouillée d'anciens privilèges mais toujours reliée à certaines traditions. Disons qu'il y avait en Eric Blair « du bourgeois » et, peut-être, une faille inconsciente, par laquelle s'engouffra un certain sentiment de culpabilité. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il joua, au cours de ses années de *down and out*, une comédie dont il eût été à la fois l'acteur et le seul spectateur, mais il n'est pas impossible qu'en l'occurrence il se fût déguisé à tous les points de vue. Dans tel épisode de *Down and Out in Paris and London*, il change de vêtements, adopte ceux d'un « pauvre » et reconnaît que ce travestissement le situe « dans un autre monde », lui est comme un passeport qui le fait passer de l'univers de la bourgeoisie à celui du prolétariat sans autre forme de visa ! Et il s'étonne avec ravissement de s'entendre appeler « mec » par un marchand de quatre saisons.

Eric Blair à la recherche d'un exotisme social qu'il puisse utiliser à des fins littéraires ou (encore) jeune bourgeois culpabilisé cherchant dans la fréquentation des pauvres et leur imitation je ne sais quelle rédemption ? Ces deux hypothèses ne sont peut-être pas inutiles à la connaissance du personnage Blair-Orwell. Quoi qu'il en soit, entre 1928 et 1930, c'est en uniforme de clochard que George Orwell fait son entrée en littérature.

Il n'en devient pas pour autant l'« auteur célèbre » qu'il voulait être à Eton, mais le voilà mêlé à la vie littéraire londonienne. Il va collaborer à la revue *Adelphi*. Il se préoccupe des cueilleurs de houblon et de leurs conditions économiques et sociales. Lui-même cherche un travail. Il en trouve comme professeur dans une petite école privée du Middlesex. Il collabore au *New English Weekly* et au *New Statesman and Nation*. Il achève son roman *Burmese Days*, inspiré, cela va sans dire, par son expérience en Birmanie, qui pose le problème des rapports de l'homme blanc et des indigènes, dénonçant la dialectique plus ou moins subtile opérant entre colons et colonisés, non pas celle du maître et de l'esclave au sens classique du terme, mais celle qui fait, comme l'a dit plus tard V. S. Pritchett, que « l'oppression crée l'hypocrisie et que l'hypocrisie corrompt »,

formule qui montre l'attitude nuancée d'Orwell à l'égard du problème colonial, à cette époque, sans que, pour autant, sa dénonciation de l'impérialisme en soit amoindrie.

Orwell est devenu écrivain. En octobre 1934, il a terminé un second roman, *La fille du Clergyman*, une œuvre dont il était mécontent, n'y voyant qu'un exercice. C'est l'histoire de Dorothy fuyant l'emprisonnement familial et social à laquelle elle est vouée et qui ressemble comme une sœur, du moins dans l'anecdote, à son auteur, s'évade pour aller vivre avec des vagabonds et des cueilleurs de houblon, puis devient maîtresse d'école et rentre au bercail, *unhappy end*, dont on ne saurait dire le sens qu'Orwell lui accorde. Mais déjà un nouveau roman est en chantier qui s'appellera *Keep the Aspidistra flying*.

L'ouvrage s'annonce comme une dénonciation farouche de l'argent, de la société mercantile, des ravages que le manque d'argent provoque dans les destins individuels et collectifs, la névrose du profit, la sacralisation du veau d'or, etc.

Il s'agit là d'une attitude qui reflète beaucoup moins une idéologie anti-capitaliste qu'une condamnation morale, de même que l'anti-colonialisme de *Burmese Days* ne se dégageait pas du commentaire moralisateur. Mais la critique orwellienne n'a pas manqué, à propos de *Keep the Aspidistra flying*, de montrer une autre tendance du roman : son pacifisme. Gordon Comstock, le héros principal, est hanté par les images d'une guerre future dont il pressent prophétiquement qu'elle viendra surtout par les airs. Nous sommes en 1935 : Guernica n'est pas loin, ni les Stukas de la campagne de France, ni les bombardements de la Bataille d'Angleterre.

À peine terminé *Keep the Aspidistra flying*, en janvier 1936, Gollancz, l'éditeur d'Orwell, lui propose d'écrire un livre sur les conditions de vie des chômeurs du nord de l'Angleterre, où il s'empresse de se rendre et reste deux mois, habitant chez des militants syndicalistes, visitant les filatures et les mines de charbon. Il se livre sur le terrain à des enquêtes dignes d'un journaliste spécialisé dans les problèmes économiques et sociaux — ce qu'il n'était pas ! — et en ramène un ouvrage publié l'année suivante sous le titre *The Road* ▶

► *to Wigan Pier*, Wigan étant un centre industriel particulièrement frappé par le chômage ou la réduction du travail.

*Wigan Pier* n'est pas pour autant un pur reportage. Il est symptomatique de la littérature orwellienne, où des éléments de fiction se mêlent à des notations autobiographiques et des descriptions faites sur le vif. Et le livre contient un certain nombre de commentaires, où Orwell semble demeurer prisonnier de sa conception *petite-bourgeoise* de la société et de la « révolution. »

A l'époque, la Gauche anglaise est représentée par le *Labour Party* (avec ses tendances), le Parti communiste (orthodoxe) et l'*Independent Labour Party*, dont l'identité idéologique est difficile à définir, mais qui rassemble des socialistes humanistes aussi bien que des marxistes opposés aux thèses de la III<sup>e</sup> Internationale.

Orwell, proche du ILP, se dit « anarchist tory » (« anarchiste conservateur »), contradiction dans les termes dont on peut penser qu'elle reflète l'ambiguïté de sa personne que l'expérience de la vie et quelques intimes fantasmes avaient rendue proche des thèses socialistes. Encore restait-il en lui un être du passé qui mettait beaucoup de sa confiance dans la classe moyenne, dont il entendait se faire le leader de la révolution à venir, contrairement aux marxistes-léninistes qui ne voyaient comme force historique, dynamique et révolutionnaire que le Proletariat et sa « dictature ». Orwell, qui se voulait incontestablement révolutionnaire, n'était pas un populiste,

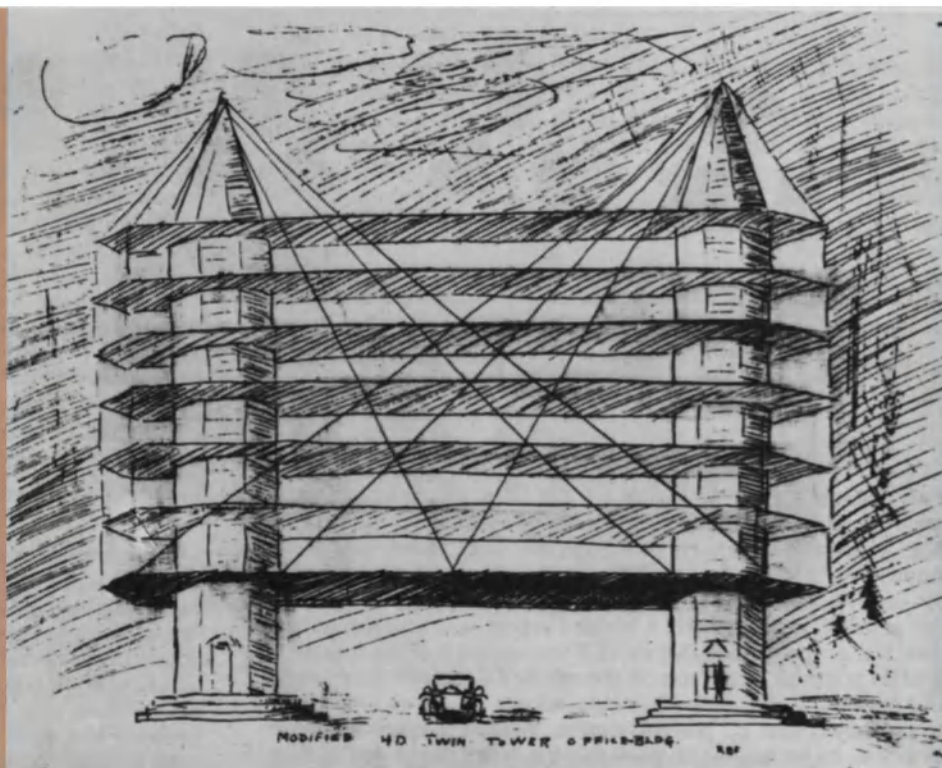
de Parti ou d'Etat. Il publiera un récit-commentaire, *Homage to Catalonia*, où semble prédominer la thèse de la *révolution d'abord*, et le conflit avec l'Allemagne nazie qui se prépare l'entretient dans cette idée que la guerre entre « capitalisme » et « fascisme » relève du dicton français « bonnet blanc-bonnet ». Et que ce genre de guerre ne peut qu'aboutir à une solution fasciste, fût-ce en Angleterre.

Un nouveau roman va s'interposer entre *Homage to Catalonia* et ses deux derniers ouvrages qui en feront un écrivain universel : *Coming up for Air* (titre qui défie toute traduction française : pourrait-on aller jusqu'à l'expression « Laissez-moi respirer ! » ?). Quoi qu'il en soit, ce livre est une œuvre de nostalgie. Le temps perdu est à tout jamais perdu, le temps présent est indéfectiblement pessimiste, — d'un pessimisme qu'aucune foi en l'avenir ne peut véritablement apaiser. Quelque chose est mort dans le monde en même temps que la jeunesse de George Bowling (le héros) : la quiétude de la vieille Angleterre menacée par une Apocalypse guerrière et politique. Orwell fait preuve alors d'un pacifisme fondamental et des « démocraties » comme la France et l'Angleterre avec leurs empires coloniaux et les millions d'hommes qu'elles tiennent sous leur sujétion et exploitent d'une manière éhontée ne lui paraissent pas autorisés à se dresser contre les dictatures fascistes et nazies. Il ne voit qu'une seule solution qui puisse répondre à la

« Au début du 20<sup>e</sup> siècle, la vision d'une société future incroyablement riche, pleine de loisirs, ordonnée et efficace — un monde étincelant et aseptisé, tout de verre, d'acier et de béton immaculé — faisait pratiquement partie de la conscience collective. » (1984, George Orwell). Ci-contre, *4D Time Lock : Modified Twin Tower Office Building, A-1-13* (1927), dessin au stencil de l'architecte américain R. Buckminster Fuller.

Cette œuvre et celle figurant à la page 5 font partie de l'exposition : *Dreams and Nightmares : Utopian Visions in Modern Art*, Hirshhorn Museum and Sculpture Garden, Smithsonian Institution, Washington, D.C.

Photo © R. Buckminster Fuller



encore moins un plébéien. Parfois, il laisse transparaître dans ses écrits — quitte à s'en défendre — sa distance d'avec le peuple qui « sent ».

Mais nous sommes en 1936. Orwell prend au sérieux la menace du nazisme et du fascisme que certains éléments de gauche avaient tendance à sous-estimer comme des épiphénomènes. Eric Blair décide de s'engager dans la guerre d'Espagne. Il s'en remet à ses amis du ILP et se retrouve, finalement, à Barcelone dans les rangs du POUM (Parti ouvrier d'unification marxiste).

Eric Blair ne fait pas — comme un certain nombre d'intellectuels — une sorte de tourisme humaniste ou littéraire au pays de l'« illusion lyrique ». Il monte à proprement parler en première ligne, comme officier d'une *centuria* du POUM, un vieux Mauser modèle 1889 en bandoulière, et, le 20 mai 1937, à cinq heures du matin, il a la gorge traversée par une balle franquiste.

Soigné, guéri — encore que mal, puisqu'il gardera une certaine difficulté d'élocution jusqu'à la fin de sa vie — il rentre en Angleterre. Il s'était engagé à *corps perdu* dans cette guerre qui, pour lui, était celle du socialisme humaniste contre le totalitarisme. L'expérience espagnole de l'écrivain George Orwell semble l'avoir définitivement convaincu de l'« unicité de l'adversaire » : le totalitarisme

situation présente de l'Europe, la création d'un parti de masse dont les principes et l'action relèvent d'une volonté commune de s'opposer à la fois à la guerre et à l'impérialisme. Mais il semble, lui-même, ne sentir là qu'un vœu pieux et la signature du pacte germano-soviétique le convainc que la guerre est déjà là. C'est alors qu'Orwell va se découvrir d'un patriotisme, quelque peu résigné sans doute, mais inébranlable. La vieille Angleterre, quelles que soient ses tares, doit être défendue contre l'hitlérisme et, sans abandonner ses thèses révolutionnaires, il entend collaborer le plus efficacement possible à l'effort de guerre.

Sa mauvaise santé — il est tuberculeux — ne lui permet pas de servir dans les rangs de l'armée. Il travaille à des émissions de la BBC à destination de l'Inde, il s'engage dans la *Home guard* (une sorte de milice civile destinée à appuyer l'armée régulière en cas d'invasion), il écrit *Le Lion et la Licorne*, un essai de circonstance dans lequel il fait l'éloge du patriotisme, critique les intellectuels, dont il fut, qui affichent leur mépris des valeurs nationales, mais insiste sur le fait que cette guerre doit être populaire et s'accompagner d'un changement radical de la société fondé sur un socialisme libéral collectiviste mais aussi anti-étatiste. Un socialisme à l'anglaise, qui ne supprimerait pas la monarchie ni les coutumes culturelles et prendrait en compte le passé national.

Il collabore à des publications de gauche comme *Tribune* et *Horizon* et, en novembre 1943, il commence à écrire *Animal Farm* qu'il terminera dès la fin du mois de février suivant.

C'est cet ouvrage qui, vaudra à Orwell la notoriété internationale que *1984* confirmera. Le sujet en est connu. Parmi les animaux de la « Ferme du Manoir » appartenant à M. Jones la révolte gronde. Mais, libérés des hommes, les animaux retomberont dans la servitude et la condition qui leur était faite avant qu'ils ne se révoltent contre leurs anciens maîtres, remplacés par certains de leurs congénères. Le principe inspirateur de leur révolution : *Tous les animaux sont égaux*, est devenu : *Tous les animaux sont égaux, mais certains sont plus égaux que d'autres*. Écrit en pleine guerre, le livre fut refusé par plusieurs éditeurs et ne parut qu'en août 1945. Il connut un succès immédiat.

Mais Orwell, alors qu'il terminait *Animal Farm*, avait en projet un autre livre, *1984*, qu'il termina en 1948 dans les affres de la maladie et qui fut publié l'année suivante, un an avant sa mort, le 21 janvier 1950.

Nous sommes donc en 1984. (Cette date —disons-le au passage— n'a pas de signification précise : elle n'est que le renversement des deux derniers chiffres de l'année où le livre fut achevé). Le monde est partagé entre trois super-puissances : l'Oceania, l'Eurasia et l'Estasia. L'action se déroule en Angleterre, devenue partie inté-

Le contenu strictement anecdotique de *1984* est relativement pauvre. En revanche y est développée, à la faveur du rapport Winston-O'Brien, une étude approfondie du totalitarisme sous tous ses aspects, dont le moindre n'est pas la manipulation intellectuelle des êtres par le biais d'un langage spécifique qui tend à supprimer toute contestation, voire toute nuance de la pensée, en imposant la « vérité » officielle, si changeante soit-elle, au-delà de toute contradiction logique ou factuelle. « C'est le soleil qui tourne autour de la terre » affirme O'Brien à Winston, ou bien « Une main a quatre doigts » —et Winston finit par en convenir.

Orwell pose la question de savoir *pourquoi et comment* un régime comme celui d'Oceania peut exister et durer. C'est que les hommes qui y participent n'obéissent qu'à un principe : celui du pouvoir ; du pouvoir pour le pouvoir, sans autre fin : confort, bonheur, liberté, rationalité ou idéologie. Il s'agit là d'un « totalitarisme oligarchique » qui repose sur une sorte de schizophrénie institutionnalisée, l'Etat unique supposant que le monde extérieur et objectif n'existe pas.

On retrouve dans *1984* certains thèmes de la *Ferme des animaux*, mais ce roman échappe au genre politique. Il n'est pas une anticipation du développement d'un régime donné, mais, comme Orwell l'écrivit à son éditeur, une parodie des « conséquences intellectuel-



Après la publication de son livre *1984*, en 1948, George Orwell précisa ainsi ses intentions : « Je ne crois pas que le type de société que je décris *naîtra*, mais je crois (sans oublier, bien sûr, que ce livre est une satire) que quelque chose d'approchant *pourrait* naître. Je crois aussi que les idées totalitaires ont pris racine dans l'esprit des intellectuels partout, et j'ai essayé de pousser ces idées à l'extrême de leurs conséquences logiques. L'action se déroule en Angleterre pour bien montrer que les peuples anglophones ne sont pas nativement meilleurs que les autres et que le totalitarisme, *s'il n'est pas combattu*, peut triompher n'importe où. » Ci-contre, Londres.

Photo Malcolm Pendrill © Parimage, Paris

grante de l'Oceania. Le pays, entièrement étatisé, est dominé par l'unique figure d'un homme, Big Brother, entouré des membres du *Parti intérieur*, lui-même secondé par le *Parti extérieur*. Le héros principal, Winston Smith, est employé au *ministère de la Vérité*, un organisme dont la fonction est de répandre la « vérité » officielle du jour et de corriger, voire de supprimer du passé des événements, des déclarations, des décisions et des personnes devenus en contradiction avec les thèses actuelles de l'Etat. Winston va faire la connaissance d'une jeune femme, Julia, qui, elle, travaille à la *Ligue antisexe*. Un jour, les deux jeunes gens s'engagent, à la faveur de ruses diverses, dans une liaison amoureuse. Entre-temps, Winston est entré en rapport avec un personnage à l'autorité mystérieuse, O'Brien, qui se dévoile à lui comme étant un opposant au régime, partisan d'un certain Goldstein, auteur d'une véritable charte de l'opposition et qui est à la fois l'ennemi numéro un et le bouc émissaire des dirigeants d'Oceania. Winston se confie à O'Brien, mais ce dernier se révèle être en fait un membre important du *Parti Intérieur*, responsable de la *Police de la Pensée*. Arrêté, torturé physiquement et moralement, Winston cessera d'être un opposant, deviendra entièrement soumis aux thèses du Parti, trahira Julia qui le trahira à son tour, et sera renvoyé à la base dans un obscur organisme du *ministère de la Vérité*.

des du totalitarisme » et, en un certain sens, cet aspect parodique du livre en limite le pessimisme. On pourrait parler à son propos de burlesque noir, comme on dit « humour noir ». L'image du monde que nous donne *1984* n'a, certes, rien de risible, mais le sentiment qui prédomine en nous en le lisant n'est pas celui de la terreur. On y perçoit même un éclair d'optimisme :

« S'il y avait un espoir, se dit Winston, il était chez les prolétaires (...). L'avenir appartenait aux prolétaires. Mais pouvait-on être certain que le monde qu'ils construiront quand leur heure viendrait, ne serait pas aussi étranger à lui, Winston Smith, que le monde du Parti ? Oui, car ce serait du moins un monde sain. Là où il y a égalité, il peut y avoir santé. Tôt ou tard, la force deviendrait consciente et agirait. Les prolétaires étaient immortels (...) ».

Le petit bourgeois socialiste respectueux de la vieille Angleterre s'en remet désormais au prolétariat comme force de libération, avec bien des conditionnels, un messianisme et une poésie qu'il est difficile de concrétiser et qui ont tout le vague des épanchements humanitaires et progressistes du 19<sup>e</sup> siècle, en quoi, évoquant un avenir possible, il redevient un être du passé au discours utopique. Mais, après tout, nous ne sommes qu'en 1984 !

# Intervention et science psychologique

par Agnès Oppenheimer

**J**ADIS branche de la philosophie, la psychologie a toujours tenté de gagner une autonomie en définissant un objet et une méthode d'approche spécifiques. Elle s'est consacrée à l'étude de la psyché de l'individu, à ses manifestations cognitives, émotionnelles et comportementales. L'idée de l'homme était alors celle d'une individualité qui relevait seulement d'un modèle biologique, médical, physique ou métaphysique.

Peu avant ce siècle, la découverte par Freud de l'existence de processus inconscients aurait pu définitivement ruiner une psychologie dont l'horizon était borné au terrain de la conscience. Ce nouvel abord de l'humain offrait au contraire à la psychologie un fondement et un renouveau. Parallèlement, l'évolution des sciences humaines allait permettre à cette discipline de se situer

par rapport aux éclairages sociologiques, linguistiques et économiques, entre autres.

La psychologie générale devait-elle englober la psychanalyse comme une partie, centrée sur l'aspect inconscient du sujet ? La psychanalyse, axée sur les manifestations inconscientes, marquait-elle une rupture avec la perspective psychologique classique pour se constituer comme « science » indépendante ? Aujourd'hui encore, cette alternative n'a pas été tranchée. Aux Etats-Unis, la psychanalyse se veut base et partie intégrante d'une psychologie générale qui s'occupe de la pathologie et de la santé. En France, elle a tendance à se présenter comme un domaine à part ne relevant d'aucune autre théorie que d'elle-même.

La psychologie s'est scindée elle-même en diverses spécialités : psychologie sociale,

psychométrie, psychologie clinique (tests de personnalité), psychologie du développement et psychologie psychanalytique.

Les théories psychanalytiques restent une référence majeure, que ce soit pour les tests, pour la pathologie ou pour les recherches de validation menées en laboratoire, que celles-ci tentent d'appliquer ces théories à d'autres domaines ou, au contraire, les contestent.

Distinguer les approches psychologique et psychanalytique par référence à la santé ou à la pathologie ne convient guère : la frontière entre les deux est non seulement difficile à établir, mais sujette à caution. Il existe des thérapeutiques d'inspiration strictement psychanalytique et d'autres thérapies purement psychologiques ; elles se réfèrent à différentes théories dont il est important de rendre compte.

Dans ce domaine, la perspective historique est capitale dans la mesure où elle reproduit certains aspects du développement individuel et fait partie intégrante de toute dimension psychologique.

La définition de l'inconscient est inséparable de la manière dont il fut découvert. Freud a commencé par utiliser l'hypnose, dans l'espoir de guérir les symptômes hystériques. Lors des trances, il s'aperçoit que la remémoration de certains souvenirs traumatiques fait disparaître les symptômes. Et il constate que l'« abréaction »—la prise de conscience d'un événement traumatisant accompagnée d'émotion—guérit. La cause de la névrose est un oubli, c'est dire que l'activité inconsciente existe.

Peu à peu, Freud remplace la technique hypnotique par celle de l'association libre. Il découvre que l'oubli est motivé, que le sujet résiste au souvenir. Ce n'est plus le souvenir qui est traumatique et pathogène, mais un fantasme, un événement psychologique. Le désir inconscient est reconnu dans ses différentes manifestations, ce sont les complexes d'Oedipe et de castration qui organisent le développement humain.

La cure psychanalytique se propose de reconnaître les conflits intrapsychiques, relevant de l'inconscient du sujet. La méthode consiste à suspendre tout jugement sur la réalité des événements évoqués. L'élément extérieur n'est pas nié, mais son impact se mesure à l'écho qu'il rencontre chez l'individu. Ce dernier reproduit ses conflits dans le traitement et l'interprétation de cette reproduction dans le transfert

**AGNES OPPENHEIMER**, psychanalyste française, est chargée de cours à l'Université de Paris VII. Membre de la Société psychanalytique de Paris, elle est l'auteur de *Le choix du sexe* (1980) et de divers articles et études.



Photo © 1983 ADAGP, Paris

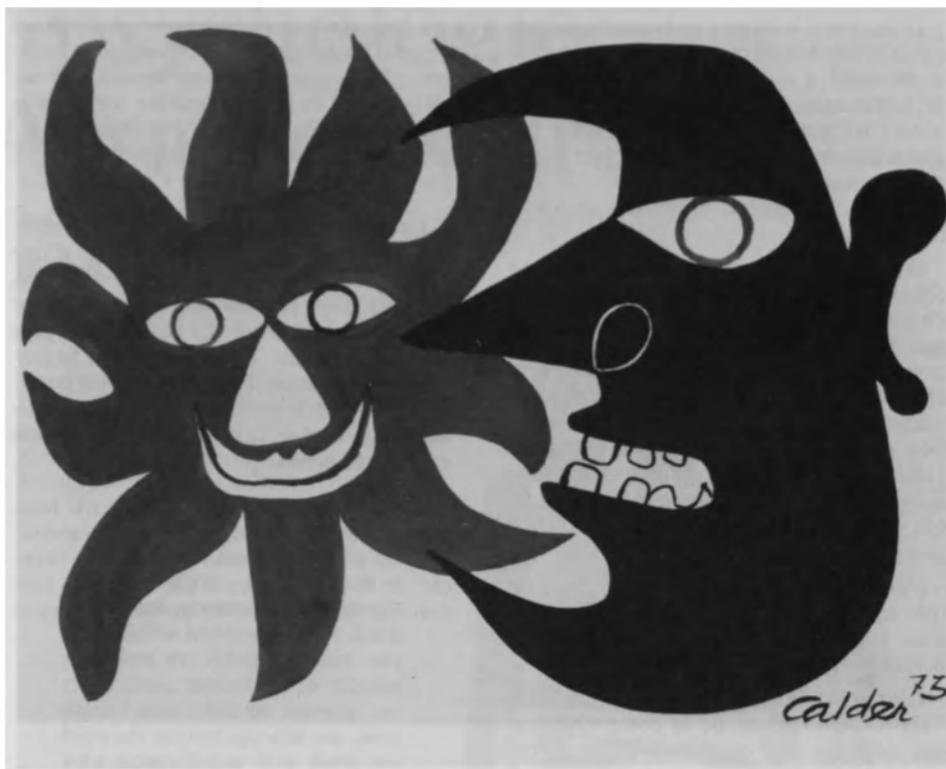
« Jadis branche de la philosophie, la psychologie a toujours tenté de gagner une autonomie en définissant un objet et une méthode d'approche spécifiques. Elle s'est consacrée à l'étude de la psyché de l'individu, à ses manifestations cognitives, émotionnelles et comportementales. » Ci-dessus, *Dialogue* (1963), huile sur toile du peintre français Jean Dubuffet.



permet au patient de prendre conscience de son déterminisme psychique. L'attitude de l'analyste se doit donc d'être neutre tant dans la compréhension que dans le jugement des phénomènes. Son silence ne doit céder la place qu'à une interprétation aussi « objective » que possible, l'analyste n'étant qu'un récepteur, un miroir qui renvoie à l'analysé les significations inconscientes de son discours conscient. Au fur et à mesure qu'avance la cure, le travail analytique deviendra plus complexe et prendra en compte les divers mécanismes psychiques qu'il découvre.

La psychanalyse ne s'occupe pas du symptôme mais de l'inconscient d'un sujet considéré comme une personne totale dont l'appareil psychique est constitué de forces en conflit. La théorie psychanalytique implique une méthode et une attitude particulières qui relèvent d'un modèle scientifique précis, celui des sciences de la nature et de l'empirisme. Il s'agit de découvrir une cause, une vérité, des désirs fondamentaux, et de déchiffrer un texte original inconscient qui s'exprime d'une manière déformée, censurée par la conscience. Il faut bien l'admettre : les expérimentations psychologiques qui ont tenté de valider ces thèses se sont heurtées à une impossibilité, à un échec.

Depuis une vingtaine d'années, l'interventionnisme a fait retour dans la psychanalyse et il préside aux thérapies dans leur ensemble. Différents facteurs expliquent ce changement.



« L'individu n'est plus pris en compte en tant que structure décomposable, aussi la compréhension du psychisme devient-elle secondaire et apparaît-elle inefficace. L'individu n'existe que par la fonction qu'il occupe dans la communication qu'il entretient avec autrui. Tout est communication. » Ci-dessus, *Deux têtes* (1973), gouache sur papier de l'artiste américain Alexander Calder (1898-1976).



« L'extension du champ psychanalytique et l'approfondissement de la compréhension des névroses ont conduit à élaborer des modèles différents et complémentaires qui jettent une lumière sur d'autres aspects de la pathologie. » Dans cette huile sur toile du peintre espagnol Salvador Dalí datant de l'époque surréaliste, la *Métamorphose de Narcisse* (1937), l'inspiration psychanalytique est évidente. Les théories freudiennes, en effet, ont influencé certains aspects fondamentaux du surréalisme (onirisme, association libre et automatisme, etc.).

► D'une part, le champ de la psychanalyse, qui se contentait de comprendre et de traiter les névroses, s'est étendu à d'autres formes de pathologies plus graves. Il fallut alors réviser les notions théoriques et créer des aménagements techniques. Un objet différent nécessitait des explications et des méthodes différentes, et surtout une attitude autre.

Il apparut nécessaire de prendre en compte les déterminations précoces de l'environnement qui engendraient des troubles spécifiques. En effet, pour qu'un individu devienne névrosé, il faut que les premières années de sa vie aient été exemptes de traumatismes graves, ce qui permet la formation d'une organisation psychique stable. Dans le cas contraire, il est impossible de se situer sur le seul terrain des conflits internes qui n'ont pu se constituer. La structure est alors trop déficiente.

Par ailleurs, l'évolution sociale joue un rôle sur l'évolution de la pathologie mentale, tant dans ses formes que dans ses définitions.

L'extension du champ psychanalytique et l'approfondissement de la compréhension des névroses ont conduit à élaborer des modèles différents et complémentaires qui jettent une lumière sur d'autres aspects de la pathologie : le narcissisme, l'identité, etc. A tout approfondissement théorique correspond une plus grande complexité de l'approche clinique et une modification de l'attitude thérapeutique.

La reconnaissance du poids de la réalité dans les processus psychiques conduit à la prise en compte des relations interpersonnelles dans l'enfance comme dans la cure. L'observation des bébés soutient ces découvertes.

Parallèlement, l'épistémologie change : l'idée que l'observateur influence l'observation devient évidente, la neutralité devient mythe. Le silence est alors une forme d'intervention ; l'analyste n'est plus un récepteur neutre, sa personne compte tout autant que sa capacité de se mettre à la place de l'autre, sa faculté d'empathie. Au moment où la réalité inconsciente refait surface, elle ne peut plus être considérée comme une donnée mais comme une simple version des faits, comme une perspective !

Du point de vue psychanalytique, différents modèles se complètent ou s'excluent. A côté de la cure-type, l'analyse a étendu son champ d'application aux cas limites et narcissiques. Et des thérapies d'inspiration psychanalytique traitent aujourd'hui aussi les sujets psychotiques.

La recherche de techniques brèves se poursuit. Le psychodrame psychanalytique permet à l'individu de jouer, d'extérioriser ses conflits. La relaxation psychanalytique prend en considération le corps et s'applique à des sujets qui ont des difficultés à verbaliser leurs émotions.

En dehors de la perspective analytique, diverses thérapeutiques voient le jour, certaines se focalisant sur l'abréaction. Ainsi le cri primal—le cri de l'enfant à la naissance—qui induit une régression et un vécu destinés à permettre aux patients de l'intégrer en eux-mêmes. Individuelles ou en groupes, les « thérapies nouvelles » sont axées sur l'idée de vivre des expériences émotionnelles, de prendre contact avec le corps.

La multiplicité des thérapies répond à un besoin de changement, de rapidité et, souvent, d'économie. Elles se fondent sur un certain rejet de la psychanalyse et sur l'idée que l'inconscient ne peut être pris directement en compte : comprendre ne suffit plus, il importe surtout de vivre.

La coexistence de thérapies psychanalytiques et psychologiques se double d'une influence réciproque, à moins que des changements plus profonds ne conditionnent une certaine diversité. La réalité n'est plus une mais plurielle, comme le sont la pathologie et la clinique. La cure n'est plus considérée comme le théâtre d'une pure répétition, mais comme la possibilité de vivre une expérience neuve.

Il y a plus de vingt ans, une théorie nouvelle, doublée d'une méthode thérapeutique, est née qui pourrait devenir une branche de la psychologie à elle seule. Se fondant sur les découvertes mathématiques et

**Le test de Rorschach, conçu en 1921 par le psychiatre suisse Hermann Rorschach, est une méthode projective d'interprétation psychologique. Le sujet testé doit décrire ce qu'il voit dans une série de dix taches d'encre symétriques. A partir des réponses obtenues, le psychologue tente de définir les grandes tendances de la personnalité du sujet, par exemple, s'il est introverti ou extraverti.**

Photo Inge Morath © Magnum, Paris



la théorie des systèmes, elle se focalise sur la communication, les relations et les lois de fonctionnement des familles considérées comme des systèmes.

L'individu n'est plus pris en compte en tant que structure décomposable, aussi la compréhension du psychisme devient-elle secondaire et apparaît-elle inefficace. L'individu n'existe que par la fonction qu'il occupe dans la communication qu'il entretient avec autrui. Tout est communication.

La « maladie » en tant que telle n'existe pas : elle est l'effet d'une communication pathologique dont la forme extrême est ce qu'on a appelé la « double contrainte », un ordre contradictoire donné par un sujet à un autre et qui place celui-ci dans une situation l'empêchant de choisir. Dès lors, il n'est point d'individu perturbé ; seul le système est malade de chercher son équilibre par les moyens les plus pathologiques qu'il trouve. Il s'agit donc de traiter un système. La méthode peut s'appliquer à un individu, mais en considérant toujours celui-ci comme partie d'un système.

L'idée de conflit intrapsychique est absente de cette perspective qui est centrée sur l'interaction et les relations interpersonnelles. Comprendre ne sert à rien, surtout pas à changer alors que seul importe le changement. Cette méthode est active, elle est suggestion, ordre ; elle révèle l'aspect pathologique de la communication qu'il s'agit de transformer. Son fondement est une psychologie sans psychisme.

L'évolution récente de la psychologie a conduit à se scinder en psychologies ou disciplines psychologiques. Elle est due autant à des changements épistémologiques qu'à des transformations économiques et sociales auxquelles s'ajoutent des déterminations idéologiques.

D'un point de vue interne aux psychologies, c'est l'interaction entre théorie et clinique qui induit les changements méthodologiques, le but de toute thérapie étant de parvenir à un changement. Les différences apparaissent au niveau des méthodes utilisées pour changer ou pour permettre au changement de s'effectuer. L'interventionnisme est toujours présent, même sous la forme d'une non-intervention. Mais les techniques actives qui visent au changement (catharsis, thérapies systémiques, etc.) sont différentes de la technique d'inspiration psychanalytique qui cherche à rendre possible une transformation, à libérer un sujet de ses entraves sans le conditionner de quelque manière que ce soit.

Dans la perspective psychanalytique, le découpage se fait en fonction de la pathologie, qui permet d'avoir des indications de traitement, mais aussi en relation avec les différents modèles théoriques qui engendrent une écoute et des interventions différentes.

Certains modèles se focalisent sur le conflit, d'autres sur certains aspects de la pathologie, d'autres sur le développement de la personnalité.

On peut repérer une tendance à l'intégration des différentes théories qui refléteraient chacune un aspect de l'être humain. Toutes seraient des reflets déformés de phénomènes qu'elles réfractent et qui, en dehors d'elles, ne seraient jamais venus à l'existence consciente.

Agnès Oppenheimer

# La psychologie en Afrique Noire

par Amewusika Kwadzo Tay

**S**I l'on tente de définir la situation actuelle de la psychologie en Afrique Noire, il faut d'emblée poser la question : s'agit-il de la psychologie moderne (ou occidentale) ou de la psychologie africaine traditionnelle ?

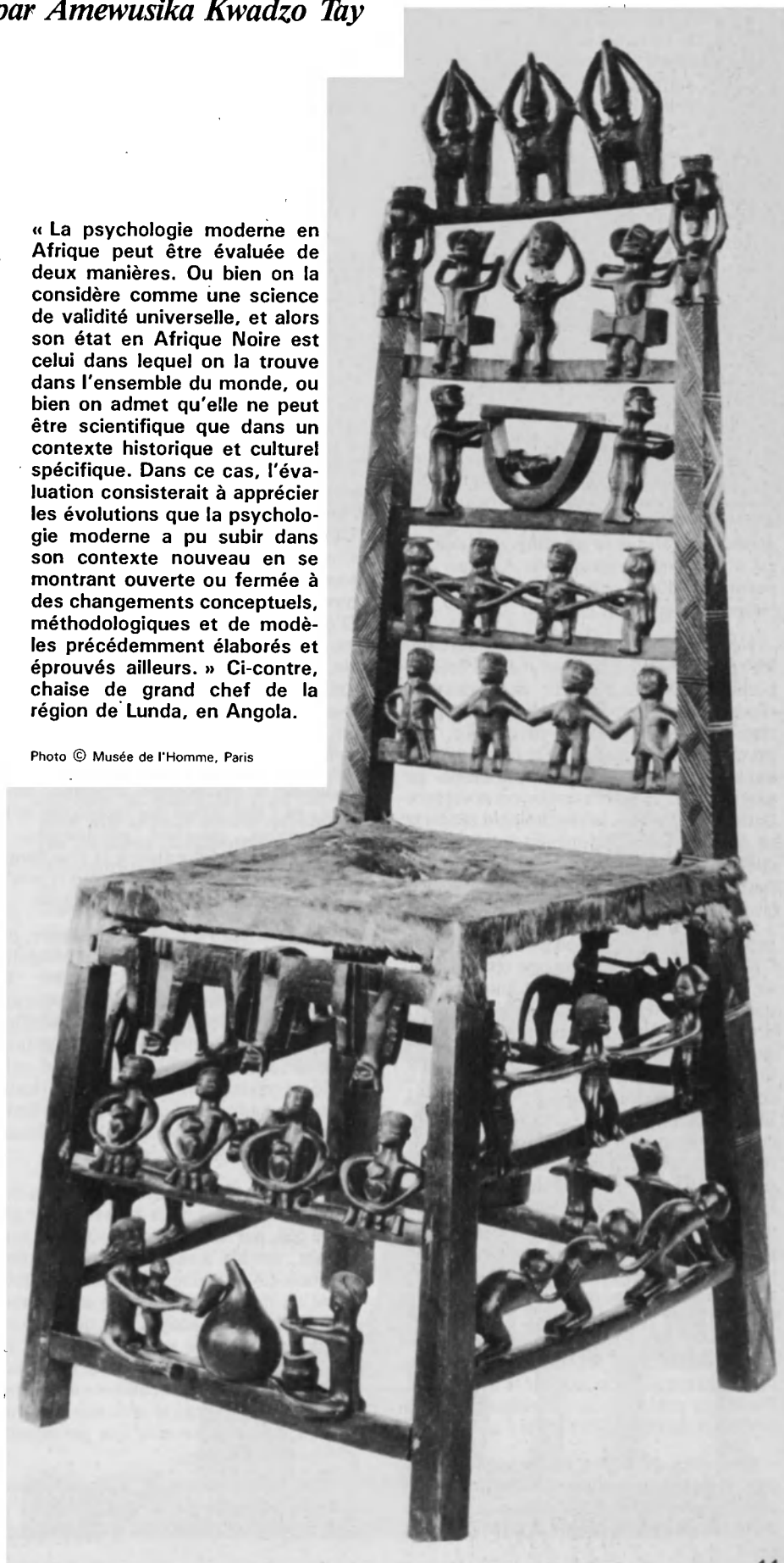
En effet, tandis que la première jouit pleinement d'une reconnaissance scientifique et administrative dans un grand nombre de pays, la seconde doit encore affirmer son existence en tant que savoir et pratique constitués pouvant se soumettre aux méthodes scientifiques de l'hypothèse, de la vérification expérimentale et de la preuve. Les rapports de méfiance et parfois d'exclusion réciproque qui existent entre les deux sortes de psychologie limitent sérieusement les chances d'une collaboration officielle entre elles pouvant conduire à une véritable synthèse.

Dès lors, l'évaluation de la psychologie moderne en Afrique peut se faire de deux manières. Ou bien on la considère comme une science de validité universelle, et alors son état en Afrique Noire est celui dans lequel on la trouve dans l'ensemble du monde, ou bien on admet qu'elle ne peut être scientifique que dans un contexte historique et culturel spécifique. Dans ce cas, l'évaluation consisterait à apprécier les évolutions que la psychologie moderne a pu subir dans son contexte nouveau en se montrant ouverte ou fermée à des changements conceptuels, méthodologiques et de modèles précédemment élaborés et éprouvés ailleurs.

Dans la psychologie moderne nous rangeons ici les grands courants occidentaux de psychologie qui se réclament de la science par leurs fondements biologiques, physiologiques et/ou psychiques. Correspondant ainsi à l'ancienne physique de l'esprit par opposition à la philosophie de l'âme, elle comprend la psychiatrie, la psychologie des tests ou psychologie expérimentale qui est souvent associée à la psychopédagogie, la psychologie sociale, la psychothérapie et la psychanalyse. De ces courants principaux, qui connaissent de nombreuses ramifications et tendances théoriques, seules la psychopédagogie et la psychiatrie tentent ▶

« La psychologie moderne en Afrique peut être évaluée de deux manières. Ou bien on la considère comme une science de validité universelle, et alors son état en Afrique Noire est celui dans lequel on la trouve dans l'ensemble du monde, ou bien on admet qu'elle ne peut être scientifique que dans un contexte historique et culturel spécifique. Dans ce cas, l'évaluation consisterait à apprécier les évolutions que la psychologie moderne a pu subir dans son contexte nouveau en se montrant ouverte ou fermée à des changements conceptuels, méthodologiques et de modèles précédemment élaborés et éprouvés ailleurs. » Ci-contre, chaise de grand chef de la région de Lunda, en Angola.

Photo © Musée de l'Homme, Paris



**AMEWUSIKA KWADZO TAY**, sociologue togolais, ancien directeur adjoint du Service de planification de l'éducation de son pays, est notamment membre du comité de rédaction de la revue *Présence africaine*, et fonctionnaire de la *Société africaine de culture* (Paris). Il est l'auteur de divers articles et études sur l'éducation et la culture en Afrique.

► depuis quatre décennies de prendre racine en Afrique. A partir de 1960, année des indépendances politiques, la psychologie moderne est enseignée presque partout en Afrique et généralement dans les Facultés des Sciences humaines.

Mais la psychiatrie, habituellement considérée comme une discipline médicale, est souvent enseignée dans les Facultés de Médecine. Cette situation particulière, due à sa prise au sérieux par les Pouvoirs publics, a certainement contribué à son développement plus remarquable par rapport aux autres spécialités. En ce domaine, et à titre indicatif, les Universités de Dakar (Sénégal), et d'Ibadan (Nigeria) parmi d'autres, connaissent un rayonnement mondial. L'échange des idées et des expériences aussi bien entre spécialistes africains et étrangers qu'entre institutions africaines et étrangères ou internationales de psychologie est régulièrement assuré par des revues, des ouvrages, des réunions internationales et des documents divers d'information. Selon la revue *Psychopathologie Africaine* de l'Université de Dakar, entre 1965 et 1979, 448 articles (dont 200 de cette même revue) ont été consacrés à la psychiatrie en Afrique Noire. Au cours de la même période, 274 ouvrages, 70 comptes rendus de réunion et 68 documents divers d'information ont été publiés. La participation des Africains, quoique peu nombreux, à ces échanges d'information est remarquable quand on sait que la psychologie moderne est d'importation récente en Afrique — à partir de 1940, en ce qui concerne l'Afrique Noire francophone.

Néanmoins, force est de reconnaître que les ressources humaines et matérielles disponibles sont loin d'être en mesure de répondre aux besoins de tout le continent rien qu'en matière de psychiatrie, (un psychiatre pour plus de 500 000 habitants dans certains pays). Cette situation est aggravée par certaines tendances et caractéristiques propres à la psychologie moderne en Afrique, dues elles-mêmes aux contextes culturels et historiques de sa formation à partir de l'Antiquité grecque.

Le terme psychologie, discours sur la psyché dérive de la notion grecque de l'âme. Chez Homère, le plus ancien témoin (plus de 700 ans av. J.-C.) le mot *âme* (du grec *anemos*) avait une double signification : d'une part, *thumos*, esprit, volonté, passion, qui caractérise la personnalité individuelle et, de l'autre, la psyché, la vie, le souffle animal qui rend tout corps vivant. Du 5<sup>e</sup> siècle jusqu'à l'ère chrétienne, cette conception double de l'homme sera approfondie et rationalisée au sein de doctrines philosophiques et religieuses qui fonderont l'immortalité et donc la divinité de la psyché ou l'âme—la réincarnation, la nécessité pour l'âme de se perfectionner... Et c'est l'individu qui sera responsable de ce perfectionnement et, par conséquent, de son destin dans la vie et après la mort. Le précepte : « Connais-toi toi-même », qui figure sur le temple de Delphes, exprime bien cette conviction grecque selon laquelle le bonheur de l'individu passe par la connaissance de sa psyché et de son devoir envers celle-ci.

Ces idées grecques accompagneront la psyché dans son évolution jusqu'au 19<sup>e</sup> siècle, époque où elle sera soumise à l'épreuve de la raison, soutenue par la science triom-

phante dans presque tous les domaines de la connaissance. Il fut alors reproché à la psychologie de n'avoir pour fondement que des raisonnements scolastiques qui ne résistent pas à l'expérience scientifique. Ainsi fut-elle classée parmi les pratiques magiques en raison de la mauvaise réputation qu'elle avait acquise à travers l'histoire.

Dans la perspective occidentale, celle de la psyché grecque et judéo-chrétienne, le « fou » apparaît comme habité par une âme défectueuse et dangereuse parce qu'elle peut corrompre d'autres âmes. Dépourvu d'un esprit sain, il perd sa qualité de personne et donc le droit à la parole. Déconnecté de sa culture, il n'a plus rien à communiquer ; il est mort mais responsable de son état ; il doit être isolé ou détruit, souvent par le feu—élément aussi subtil que l'âme. Pendant des siècles, l'intolérance religieuse ou politique confondra l'aliénation mentale et le désaccord avec l'ordre établi et l'on déportera les hérétiques, les hors-la-loi et les fous vers des îles lointaines à moins qu'ils ne soient internés dans des asiles à la campagne.

Ce fut donc contre cette mauvaise image et les critiques de la science que la psychologie occidentale réagit au 19<sup>e</sup> siècle en se diversifiant par la recherche de fondements scientifiques. Mais en dépit des progrès scientifiques enregistrés, elle est toujours considérée (sauf en URSS et aux Etats-Unis) comme une science de second ordre. C'est donc avec un vif souci de préserver son statut de science que la psychologie moderne s'est implantée en Afrique Noire. D'où ses attitudes ambiguës de rejet de la psychologie africaine au niveau de la théorie, de la coexistence avec elle dans certaines universités et, parfois, de collaboration avec elle au niveau de la pratique.

S'il est aisé pour toute personne concernée de prendre conscience de l'existence réelle de la psychologie africaine, on ne peut, en l'état actuel des recherches et des publications, pourtant nombreuses, en donner ici une définition à la fois simple, générale et satisfaisante pour tous et ce n'est d'ailleurs pas le propos de cet article.

Cette analyse s'inscrit dans le cadre, plus vaste, de la problématique de la réhabilitation de la culture négro-africaine. Par exemple, l'existence de la psychologie africaine en tant que théorie scientifique dépend étroitement de celle de la philosophie africaine qui fait l'objet d'un débat toujours ouvert entre philosophes africains. On ne peut non plus évaluer, dans les limites de ce texte, l'état de la psychologie africaine en général et sous tous ses aspects.

Aussi, à titre d'exemple, avons-nous limité notre réflexion à la psychiatrie africaine qui, par sa présence et son rôle sur le terrain, semble assez représentative de la psychologie africaine. Si l'on admet que la santé ou l'aliénation mentale et la personnalité individuelle sont liées et qu'il n'y a de psychiatrie efficace que située en un lieu géographique, dans une histoire humaine et dans une culture particulières, on ne peut traiter de la psychiatrie africaine sans référence à une culture et à une personnalité africaine spécifiques.

Plus qu'une nécessité méthodologique, l'unité culturelle de l'Afrique Noire est attestée par les travaux des anthropologues,



Cette clochette sculptée dans une défense d'ivoire et appelée *lonflin* est un des instruments dont se servent les prêtres du *Fa*, technique divinatoire traditionnelle africaine (longueur : 42,5 cm).

Photo © Musée de l'Homme, Paris

Dans les sociétés traditionnelles africaines, le statut social du devin se rapproche de celui du médecin ; l'un et l'autre sont consultés lors des moments critiques de la vie des individus ou des sociétés. A sa manière, le devin accomplit une opération thérapeutique de grande portée. Le *Fa* (mot fon ; en yorouba, *Ifa*) est une technique divinatoire traditionnelle des pays du golfe de Guinée. Dans l'ancien Dahomey (l'actuel Bénin) le prêtre du *Fa* ou *Bokonon* (ci-contre) était consulté avant de prendre toute décision sérieuse. Sur cette photo (datant des années 1930), il tient dans la main gauche des *noix de Fa* (noix de palme), objets consacrés, et devant lui est posé, entre autres instruments et accessoires, le *fatè*, plateau divinatoire symbolisant l'espace, sur lequel le devin étend une poudre spéciale pour y tracer du bout de deux doigts les signes de *Fa*.



Photo © Musée de l'Homme, Paris

des africanistes et des hommes de culture tant africains qu'étrangers. C'est au sein de cette unité primordiale (souvent masquée par les diversités physiques, linguistiques ou de mœurs) que se situent les données fondamentales de la personnalité africaine. Depuis la publication de *La philosophie Bantoue* par Placide Tempels en 1945, le concept de la personnalité africaine, approfondi par des philosophes africains, se présente, selon Ibrahima Sow, comme composé de quatre éléments : le corps (enveloppe corporelle) ; le principe biologique (organes internes, systèmes automatiques et psychosomatiques) ; le principe de vie et l'esprit proprement dit, substance immortelle.

La personnalité ainsi conçue se situe dans un champ psychologique dynamique défini par trois axes principaux de relations au croisement desquels se localise la personnalité. L'axe vertical articule l'individu avec son Ancêtre fondateur, Dieu et les autres Existants invisibles ; l'axe horizontal, ou axe de l'ordre social, le met en relation avec la communauté culturelle et, enfin, l'axe existentiel propre de la Personne ou axe de l'existence biolignagère. (Ibrahima Sow, *Psychiatrie dynamique africaine*) De l'équilibre de cet univers psychologique dépend celui de la personnalité et donc de la santé mentale. La cohérence de l'ensemble est assurée, à chaque niveau, par des mythes d'origine, de création ou fondateurs et, bien sûr, par la raison, qui indiquent les conditions de l'expérience humaine individuelle et collective.

En Afrique, la psychothérapie fut pratiquée par les Egyptiens bien avant la tradition grecque, romaine et hébraïque d'où dérive pour une grande part la psychologie moderne occidentale. Imhotep (ci-contre), conseiller, astrologue et médecin du roi Djoser (vers 2686-2613 av. J.-C.) qu'on a décrit comme « la première figure de médecin qui émerge des brumes de l'Antiquité » pratiquait la psychothérapie si habilement qu'il finit par être divinisé et qu'on bâtit en son honneur des temples à Memphis et dans l'île de Philae.



Photo © Archives photographiques, Paris

► La personnalité ainsi définie ne fait de l'individu ni une monade de Leibniz ni un sujet tribal sans liberté, selon certaines anthropologies. Tout en étant l'expression de l'ensemble des déterminants culturels principaux, chaque personnalité est unique. Ce qui rend possible, comme partout ailleurs, une psychologie différentielle au sens moderne.

Comme l'écrit encore Ibrahima Sow : « La cause et l'effet du trouble mental se rejoignent dans ce qui ou bien affecte la dimension verticale de l'Être, relation à l'Ancêtre et à Dieu et rompt ainsi l'identité profonde du sujet, ou bien affecte la dimension horizontale de l'expérience existentielle et provoque le malheur. (...) Le drame ne saurait jamais être un simple débat intérieur, isolé et restreint parce que la conception africaine de la relation est une conception totalisante et dynamique. » Selon les spécialistes, les thèmes de la faute et de la culpabilité personnelles sont presque inexistantes dans la folie africaine. En revanche, en conformité avec la structure anthropologique évoquée ci-dessus, le thème de la persécution-dépression est plus fréquent. L'agent pathogène, toujours hors du malade, est soit un individu méchant, soit une force invisible, soit l'Ancêtre Fondateur...

Les causes profondes de la maladie sont

recherchées par diverses méthodes connues comme la divination intuitive ou déductive (ou mantique), tel le Fa, très pratiqué dans les pays du Golfe de Guinée. L'investigation mantique en général porte à la fois sur le malade et sur tous les réseaux suspects de relation. Sur le conseil du géomancien qui, entre autres qualités, est un fin psychologue, le traitement, très multiforme, fait intervenir la phytothérapie, la transe, la possession, la prière, l'incantation, le sacrifice, le rituel et l'offrande propitiatoire, le changement temporaire de communauté et de cadre de vie mais toujours avec des personnes connues, etc. Le « fou », constamment pris en charge par sa famille et sa communauté, n'a pas besoin d'asile, à moins que la gravité de son état ne constitue un réel danger physique pour son entourage. C'est dans ce cas seulement qu'il peut être temporairement privé de mouvement.

Ainsi, la psychiatrie africaine, quoique non encore théorisée, ne peut être, à la manière des scientifiques, assimilée à la magie, à la sauvagerie ou à l'ignorance et, par conséquent, condamnée à disparaître ou à devenir psychologie folklorique. La réalité est que, en milieu urbain où l'aliénation mentale se développe, les familles des malades sollicitent l'intervention parallèle de la psychiatrie moderne et de la psychiatrie traditionnelle, celle-ci étant souvent

plus efficace que les neuroleptiques qui calment et ne guérissent pas toujours définitivement. C'est pourquoi, dans certains pays, les spécialistes et les Pouvoirs publics manifestent de plus en plus d'intérêt pour une collaboration entre la psychologie moderne et la psychologie africaine.

Cette attitude paraît d'autant plus indispensable qu'il ne fait aucun doute aujourd'hui que, contrairement aux autres sciences, la psychologie—même ses branches les plus reconnues par la science comme la psychiatrie ou la psychologie sociale—n'est pas exportable toute faite. Si l'on veut qu'elle soit efficace pour un peuple donné, elle doit être élaborée de l'intérieur de la culture de ce peuple. Mais il faut souligner encore le fait que la formation de la psychologie scientifique africaine ne pourra se faire dans l'isolement. Il lui faudra le concours de toutes les sciences humaines et sociales et surtout de la philosophie.

C'est en ce sens que les débats en cours sur les conditions de la réalisation de l'identité culturelle et sur la philosophie africaine revêtent un intérêt particulier pour tous ceux qui croient, comme nous l'avons dit ailleurs, que les qualités et les compétences générales d'un peuple sont en quelque sorte les reflets de celles de chacune des personnes qui le composent.

Amewusika Kwadzo Tay

« L'impact des sciences psychologiques sur le développement dans les pays du tiers monde », tel a été le thème de la conférence internationale, organisée par l'Unesco et l'Union internationale de psychologie scientifique (IUPS), qui s'est tenue du 24 au 28 juillet 1982 à Edinbourg, en Ecosse (Royaume-Uni). Y ont participé des spécialistes de divers pays et notamment du Venezuela. Dans cet Etat, un ministère pour le Développement de l'intelligence a été créé en 1979, le développement de l'intelligence étant « absolument nécessaire pour obtenir le développement politique, économique et social des peuples ». Un programme national a été mis au point qui comprend actuellement près d'une quinzaine de projets. L'un d'eux, placé sous la responsabilité d'une psychologue, le *Projet du jeu d'échecs*, vise à développer, chez les élèves de 7 à 9 ans, les facultés d'intelligence que demande ce jeu et d'étudier les possibilités d'extension de ce mode de pensée à d'autres domaines. Ci-dessous, partie d'échecs dans une rue de Caracas.



Photo © A. Muñoz de Pablos, Paris



« Il devient de plus en plus urgent que les rapports entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés changent fondamentalement de nature. Ces rapports sont régis actuellement par une conception évolutionniste, linéaire et diffusionniste. Malgré l'évidente hétérogénéité du monde, une idéologie de massification, aussi tenace que fausse, veut faire croire que chaque pays, chaque culture doit se comporter de la même façon et poursuivre les mêmes objectifs. » Ci-dessus, pommeau sculpté d'une canne ou sceptre appartenant à l'*Oni*, le chef spirituel des Yoroubas du Nigeria.

# Radiographie du déséquilibre économique

par Jean Sayinzoga

**JEAN SAYINZOGA**, économiste rwandais, est membre du comité de rédaction de la revue Genève-Afrique et collaborateur du Centre social protestant, à Genève. Ancien professeur d'économie au Burundi, il a été aussi consultant à la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) pour laquelle il a écrit plusieurs études monographiques. Il est l'auteur de divers articles et études publiés dans des revues.

**P**OUR mieux cerner la crise économique qui frappe actuellement les pays à économie de marché relevons d'emblée ses principaux indicateurs : une baisse du taux de croissance du PNB, un fort pourcentage de chômage de la population active, un fort taux d'inflation, un commerce extérieur dont la balance est continuellement déficitaire, et, enfin, une dette extérieure (pour les pays du Sud) qui s'alourdit dangereusement.

Par ailleurs, nul n'ignore que les crises économiques et le pourrissement

qu'elles entraînent conduisent à des situations socio-politiques explosives. Nous assistons actuellement, ici et là, à de brusques changements de gouvernements reflétant des tendances politiques opposées que les politologues ont appelés le « syndrome de la poule ». Cette expression imagée évoque la poule qui se croit traquée par les phares d'un véhicule et fuit en traversant la route dans un sens, puis dans un autre.

Afin de mieux analyser cette crise économique que certains qualifient de conjoncturelle, mais que d'autres n'hésitent

► pas à considérer comme structurelle, passons brièvement en revue ces différents indicateurs.

Si l'on compare les taux de croissance du PNB des pays industrialisés (non inclus les pays de l'est) et ceux des pays non industrialisés non producteurs de pétrole, nous avons la situation suivante :

**Pays industrialisés :**

— année:	1982	1983	1984 (prévision)
— taux moyen de croissance:	1,5 %	3 %	3,5 %

**Pays non industrialisés et non producteurs de pétrole :**

— année:	1981	1982	1983
— taux moyen de croissance:	2,5 %	1,5 %	2 à 2,5 %

Pour cette dernière catégorie de pays, la baisse de ce même taux de croissance du PNB a été de 6 % entre 1960 et 1970, et de 5 % entre 1970 et 1980. A supposer même que l'effort de rattrapage soit souhaitable, et cela quelles qu'en soient les conditions, il ressort de ces chiffres qu'un tel rattrapage n'est actuellement pas réalisable.

Si le taux de chômage qui sévit dans les pays non industrialisés est d'un niveau que l'on peut, sans exagération aucune, qualifier de catastrophique, signalons que celui des pays industrialisés, de son côté, a atteint 5,5 % de la population active en 1972, 5 % en 1979, 8 % en 1981, et enfin 9 % vers la fin de 1982. Si l'on garde à l'esprit que ce chômage s'inscrit dans une société où les individus sont complètement socialisés, c'est-à-dire où ils sont pris en charge de leur naissance à leur mort par le capital pour ce qui est du travail, et par l'Etat pour ce qui est des services (enseignement, santé, etc.), on mesure le caractère dramatique de cette situation.

Même si l'inflation reste forte dans de nombreux pays du Sud et du Nord, certains pays industrialisés semblent néanmoins en passe de la maîtriser. Dans ces derniers pays, du niveau de 7 % en 1982, le taux d'inflation a été ramené à 5 % en 1983, et l'on pronostique le *statu quo* pour 1984.

La conséquence directe de cette baisse du taux d'inflation pourrait être la baisse du taux d'intérêt, donc un allègement des charges financières des pays qui plient sous le poids de l'énorme dette extérieure qu'ils ont contractée auprès des organismes publics et privés des pays industrialisés du Nord.

Si le taux d'inflation, pour les pays producteurs de pétrole, a été en moyenne de 13 % en 1980 et 1981, et de 10 % en 1982, il a atteint, en revanche, pour la troisième année consécutive, le record de 30 % en 1982 dans les pays non industrialisés et non producteurs de pétrole, en raison, principalement, du renchérissement des prix du carburant.<sup>2</sup>

Pour les pays non industrialisés et non exportateurs de pétrole, le déficit cumulé du commerce extérieur a été de 87 milliards de dollars des Etats-Unis en 1982 ;



Photo Tomas Sennett/Banque mondiale © IBRD, Washington, D.C.

**Travaux sur un canal d'adduction d'eau exécutés dans le cadre d'un projet pour l'amélioration du réseau d'irrigation en surface à Wadi Zabid, dans la République arabe du Yémen. Ce projet, financé avec l'aide d'un crédit de 10,9 millions de dollars venant de l'Association internationale de développement (IDA) fut achevé en 1979 et couvre une superficie d'environ 17 000 hectares.**

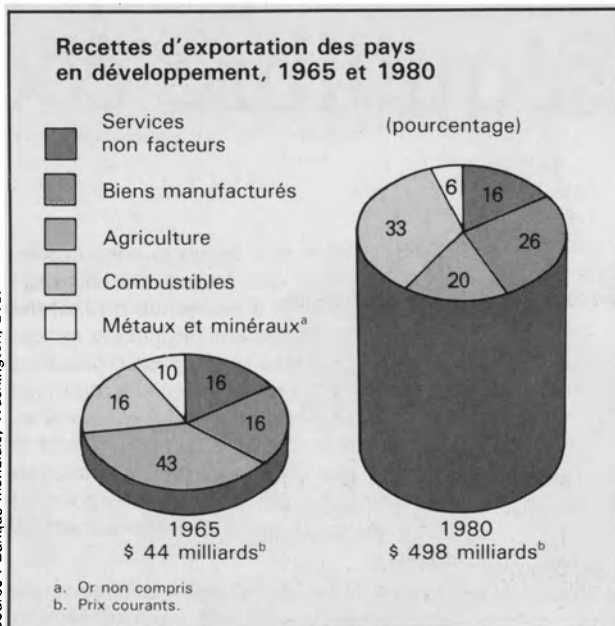
le niveau actuellement prévu est de 67 à 68 milliards pour 1983 et 1984.

La situation des pays producteurs de pétrole à cet égard est pire, car elle apparaît en constante régression. Après un surplus de 114 milliards de dollars en 1980, surplus totalement épongé en 1982, on prévoit, pour la fin de 1983, un déficit cumulé de 27 milliards de dollars. Cette situation résulte, entre autres, d'une baisse, en 1982, de 14 % du prix du pétrole et de 6 % du volume des ventes.

L'accroissement de la dette extérieure qui était d'un taux moyen de 10 % en 1982 (taux toujours supérieur à celui des exportations), reste de moitié moins élevé que durant la période de 1975-1981 mais ce n'est là qu'une faible lueur d'espoir.

Quant au service de la dette, par rapport au revenu d'exportation, il a été, lui, de 15 % en 1976-1977, de 20 % en 1981 et de 24 % en 1982. On voit donc que la situation va plutôt en empirant.

Les deux camps, à savoir les pays



Source : Banque mondiale, Washington, D.C.

Les pays en développement ne peuvent plus être classés systématiquement comme exportateurs de produits primaires et importateurs de biens manufacturés. Certains sont même devenus gros exportateurs de biens d'équipement, fournissant environ 6 % du total mondial. Mais ces changements ne doivent pas faire oublier que pour maints pays en développement, en particulier les plus pauvres, les produits primaires dominent les exportations ou que nombre de pays dépendent encore d'un seul produit d'exportation.



industrialisés et les pays non industrialisés, peuvent indéfiniment se rejeter la responsabilité de la situation actuelle, sans que les uns et les autres aient entièrement tort ou raison.

Certes, les pays industrialisés peuvent reprocher aux pays du Sud de n'avoir pas été assez tenaces et déterminés dans leurs luttes politico-économiques. Cette carence a rendu la domination du Sud par le Nord plus facile, et a conduit à l'impasse actuelle ! Or, depuis l'époque où de nombreux pays du tiers-monde ont accédé à l'indépendance nationale, les centres de responsabilité ne sont plus à Londres, Paris ou Lisbonne ou autres, mais à Dakar, Kigali, Caracas, Bangkok, etc.

Quant aux pays du Sud, ils peuvent toujours invoquer la détérioration continue des termes de l'échange qui entraîne leur appauvrissement progressif et l'enrichissement constant des pays industrialisés. De même, ils peuvent s'insurger contre la pratique viciée d'une aide qui appauvrit actuellement le receveur à tous

les niveaux — matériel et psychologique — en développant chez lui un complexe d'assisté et en lui faisant porter le poids de gros efforts financiers.

Dès lors, trois grandes constatations s'imposent : le fossé entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés se creuse chaque année davantage ; toutes les thérapies tentées pour remédier à la situation ont échoué ; il devient de plus en plus urgent que les rapports entre les pays industrialisés et les pays non industrialisés changent fondamentalement de nature.

Ces rapports sont régis actuellement par une conception évolutionniste, linéaire et diffusionniste. Malgré l'évidence hétérogénéité du monde, une idéologie de massification, aussi tenace que fautive, veut faire croire que chaque pays, chaque culture doit se comporter de la même façon et poursuivre les mêmes objectifs, et cela sous toutes les latitudes. C'est, en fait, l'idée de base de la théorie du développement. Celle-ci présuppose qu'il existe une société

modèle qui détiendrait les vertus salvatrices, et au niveau de laquelle il faut se hisser par les mêmes moyens qu'elle a connus et en passant par les mêmes étapes qu'elle a franchies. Cette société modèle incarnerait l'avenir de toutes les autres sociétés. Et le vocabulaire ne fait que traduire cette évolution jugée indispensable : ce qui était hier une « mission civilisatrice » va se transformer en une « mission d'aide », le « sauvage » de naguère en « sous-développé » d'aujourd'hui et, dans les consciences, le « complexe de colonisé » va céder la place à celui d'« assisté ».

Il est connu que sur le marché des échanges tout produit d'un haut contenu technologique bénéficie, au départ, d'un avantage certain. En revanche, le producteur de matières premières est perdant à court et à long terme, parce que, dans la conjoncture actuelle, sa marchandise est sous-évaluée et que, souvent, elle n'est pas renouvelable. De toute façon, même si les prix des matières premières étaient stabilisés, voire ▶

Une nouvelle autoroute géante coupe le désert d'Abu Dhabi, Emirats arabes unis. La construction d'un réseau approprié de routes et d'autoroutes est un élément clé du développement. Mais l'entretien de ce réseau est d'un poids très lourd pour les pays en développement (voir encadré ci-dessous).

Photo Georg Gerster © Rapho, Paris



## Le coût d'un mauvais entretien routier

Le boom de la construction routière qui, dans le monde entier, a marqué les années 60 et 70 risque fort de devenir la crise de l'entretien des années 80 et 90. Depuis dix ans, nombre de pays en développement ont laissé leur réseau routier se détériorer à tel point que l'entretien normal ne sert plus à rien. La densité et la charge des véhicules ont dépassé de beaucoup les normes prévues et l'entretien a été négligé un peu partout. Les crédits budgétaires affectés aux routes sont allés en majeure partie à l'expansion du réseau plutôt qu'à son entretien.

Selon une enquête effectuée récemment dans 12 pays en développement, plus de 25 % du réseau goudronné de huit de ces pays nécessitaient des travaux de remise en état, de renforcement ou de réfection de l'enduit.

Pour stopper cette dégradation, il faudrait, dans les trois quarts des pays sur lesquels des études récentes ont été faites, accroître le budget d'entretien d'au moins 25 %. En fait, l'augmentation devrait dépasser 75 % dans plus de la moitié de ces pays. Cependant, il ne suffit pas de dépenser davantage et on pourrait réduire sensiblement les frais d'entre-

ten en améliorant l'efficacité. Par exemple, le taux d'utilisation des équipements et du matériel est souvent extrêmement faible et n'atteint parfois qu'un quart ou un tiers des taux obtenus par les services d'entretien les plus efficaces.

Lorsque les services routiers n'ont pas les moyens d'entretenir les routes, les coûts que cela entraîne pour les usagers excèdent l'« économie » réalisée sur les dépenses publiques. Sur l'ensemble de la vie utile d'une route, le total des dépenses d'exploitation des véhicules est généralement de quatre à dix fois supérieur au coût de la construction et de l'entretien de cette route. Dans la mesure où ces dépenses d'exploitation passent facilement du simple au double lorsque les routes sont mal entretenues, il s'ensuit d'énormes pertes économiques. En outre, dans la plupart des pays, ce surcoût correspond essentiellement à des dépenses en devises pour l'achat de pièces de rechange et carburant, et le remplacement des véhicules.

Source : Rapport sur le développement dans le monde 1983, Banque mondiale, Washington, D.C.

## Conception et gestion des périmètres irrigués

Dans les pays en développement, le montant des investissements consacrés à l'irrigation par le secteur public comme par le secteur privé a augmenté de façon spectaculaire au cours des vingt dernières années, atteignant environ 15 millions de dollars en 1980. Cependant, la rentabilité est bien inférieure à ce qu'elle pourrait être : ainsi, selon une estimation récente portant sur l'Asie du Sud et du Sud-Est, il suffirait d'améliorer à peu de frais la distribution de l'eau pour accroître la production annuelle de riz de 20 millions de tonnes, soit assez pour assurer le minimum vital de 90 millions de personnes.

Une façon simple de mesurer l'efficacité d'un système d'irrigation consiste à déterminer la quantité d'eau perdue en cours de distribution. Jusqu'à 25 %, ces pertes sont considérées acceptables, mais elles sont souvent beaucoup plus fortes du fait d'inefficacités dans la gestion des systèmes.

Il est souvent possible de réduire les pertes en apportant des améliorations relativement peu coûteuses à la conception des systèmes d'irrigation. Ainsi, en Inde, dans l'Etat de Maharashtra, l'eau des réseaux publics était autrefois distribuée par des canaux non revêtus alimentant des blocs de 40 hectares. Lorsque ce système a été remplacé par des canaux tertiaires revêtus alimentant des blocs de 8 hectares, le volume d'eau disponible au champ a augmenté de 40 % et la rentabilité nette de l'investissement s'en est trouvée accrue d'environ 160 %.

Source : Rapport sur le développement dans le monde 1983, Banque mondiale, Washington, D.C.

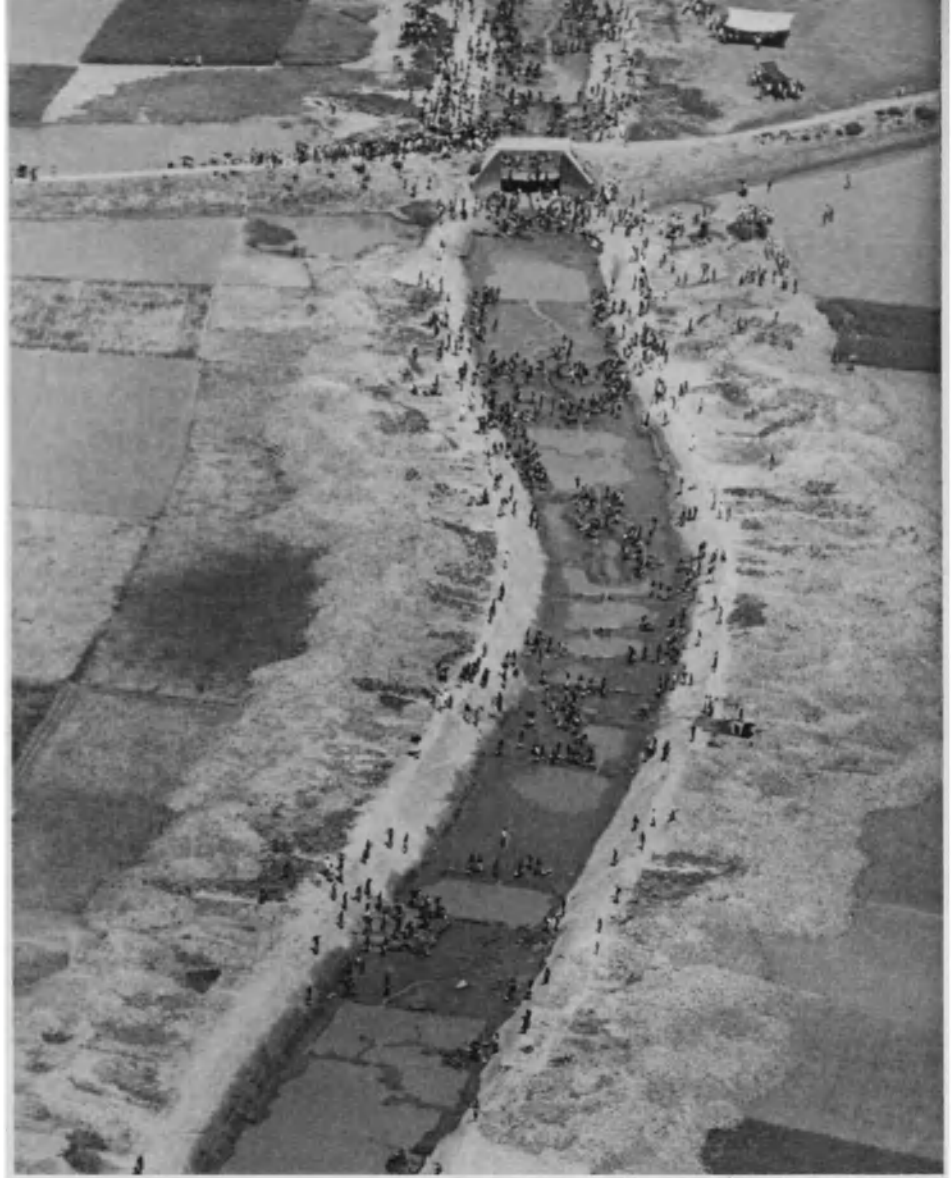


Photo T. Page © PAM, Rome

Le programme alimentaire mondial (PAM) soutient les projets « vivres contre travail » au Bangladesh où ils mobilisent deux millions de personnes. Ces projets visent à rendre plus actives certaines grandes voies d'eau du pays à la fois pour retenir de l'eau d'irrigation et pour canaliser les eaux d'inondation durant la mousson. Le projet comprend la construction de plus de 3 000 kilomètres de remblais et l'aménagement d'environ 3 000 kilomètres de canaux. Le PAM paye les travailleurs avec du blé. Grâce aux travaux déjà accomplis, la production de riz a fortement augmenté.

► relevés, les pays non industrialisés riches en matières premières resteraient pauvres si le mode d'exploitation de celles-ci n'était pas modifié. En effet, il faut se rappeler que seulement 15 à 35 % du capital investi, par exemple, par une entreprise internationale restent dans le pays d'accueil. Le reste va dans les équipements importés, l'amortissement du capital, le paiement des intérêts, les salaires du personnel expatrié, les frais de transport et d'assurances, etc. En définitive, le gain n'est donc pas considérable pour le pays producteur de matières premières !

Il est clair que les économies des pays non industrialisés et celles des pays industrialisés sont liées pour le meilleur et pour le pire, et que la croissance des uns devrait se faire aussi au bénéfice des autres. Citons seulement deux exemples.

On a calculé que, si les pays non industrialisés et non producteurs de pétrole, pour compenser les hausses des prix pétroliers de 1973-1974, avaient réduit leurs importations de biens manufactu-

rés, il y aurait eu 3 millions de chômeurs de plus dans les pays de l'OCDE.

Quand il leur fut demandé d'estimer le nombre des emplois qui avaient été supprimés dans leur pays entre 1970 et 1976 du fait de la concurrence des pays du tiers-monde, des chefs de grandes entreprises françaises et de hauts fonctionnaires avancèrent des chiffres qui oscillaient entre 200 000 et 500 000. Ils étaient fort loin du chiffre réel qui se situe aux environs de 25 000 ! Aucun n'avait soupçonné qu'à côté de ces emplois perdus, 130 000 autres avaient été créés dans le cadre des exportations de biens d'équipement ou de consommation. En fin de compte, c'est à une création nette de 105 000 emplois qu'a conduit le développement des échanges industriels entre la France et le tiers-monde de 1970 à 1976.

Le monde traverse une crise à laquelle chaque praticien essaie d'appliquer son propre diagnostic et sa propre médication. Chaque partie en présence, le Nord et le Sud, appelle de tous ses vœux le changement qui tarde d'arriver.

Toutefois, les situations critiques que le monde a connues ou connaît peuvent être encore une source de profit... C'est le cas avec l'endettement international actuel. Certains organismes financiers seraient en train de grossir, paradoxalement, leurs comptes bancaires grâce à l'insolvabilité (temporaire) de certains débiteurs : en effet, la renégociation des échéances entraîne pour ces derniers un coût supplémentaire de 2 % sur le taux d'intérêt de départ.

A la stratégie de développement actuellement proposée il devient donc impérieux de trouver des solutions de remplacement. Certes, des slogans n'ont pas manqué, tels que : besoins fondamentaux, développement autocentré, autonomie collective. Mais c'est toute la conception et l'orientation même des idéologies sous-jacentes au concept de développement qui doivent être profondément révisées, tant par le Nord que par le Sud. Il ne nous est plus permis de miser sur un réalisme au jour le jour, qui n'est souvent que l'absence d'idées nouvelles.

Jean Sayinzoga

# Pour un nouvel espace économique

par François Perroux

**L**A combinaison sans rigueur et la succession mal déterminée d'événements et d'états que nous désignons par le terme de *crise générale* est dans tous les esprits, sans donner prise pour autant aux concepts traditionnels.

Dès les années 1960, l'économie prépondérante en Occident et quelques autres sont aux prises avec une certaine baisse de la productivité et inquiétées par une plus nette conscience de la redoutable concurrence japonaise.

Assorties d'autres difficultés intérieures et extérieures, ces circonstances annoncent la décision d'août 1971 qui

**FRANCOIS PERROUX**, économiste français, est professeur honoraire au Collège de France, membre correspondant de la British Academy et membre honoraire de la American Economic Association. Il est le fondateur de l'Institut des sciences mathématiques et économiques appliquées (Paris). Parmi ses nombreux ouvrages, il faut citer *Unités actives et mathématiques nouvelles*. Révision de l'équilibre économique général (1975), *L'économie des jeunes nations* (1962), *Pour une philosophie du nouveau développement* (1981), livre publié en coédition par l'Unesco et Aubier-Montaigne.

met fin à la convertibilité or du dollar et aggrave les méfaits des changes flottants, dans des conditions très défavorables à cette politique et dangereuses pour les moyennes et petites nations. Les Etats-Unis et les pays industrialisés à économie de marché subissent un chômage persistant, élevé et croissant, une très forte inflation, une liquidité internationale exorbitante et une croissance ralentie du produit global. Vers la fin des années 1970 s'amorce la désinflation qui modère les prix, mais n'a pas la vertu de diminuer le chômage ou de provoquer la reprise de la croissance du produit.

Après une vingtaine d'années prospères (1945-1968) de croissance avec développement, les pays industrialisés à économie de marché connaissent (1968-1983) une quinzaine d'années de croissance ralentie, négative en certains cas, accompagnées de ruptures redoutables qui procèdent des chocs pétroliers (1973, 1979) et, vers la fin des années 1970, des cessations de paiement (Mexique, Brésil, Pologne).

Les « trends », ou tendances longues, observables de la crise que nous subissons peuvent être hypothétiquement conçues à partir du contenu et des effets des deux moteurs de l'évolution contem-

poraine : l'industrie et la finance, l'industrialisation et le financement.

L'*Industrie* est une structure et possède un pouvoir structurant. Elle n'est autre qu'une combinaison de capitaux fixes et engagés, couplée avec des équipes hiérarchisées d'agents humains. Par ses deux faces—un appareil de choses et une organisation d'hommes—elle a une durée. Les sciences et les techniques qu'elle incorpore lui donnent une supériorité relative sur le reste de l'économie—l'agriculture, surtout, qu'elle peut entraîner et, dans une certaine mesure, modeler. Elle exerce des effets d'entraînement par les prix qu'elle permet d'abaisser, par les flux qu'elle peut élargir, par l'information qu'elle diffuse. L'ensemble industriel est un moteur et, dans l'état présent, le foyer principal de l'innovation. Soumise à la concentration, l'industrie est, pour une large part, constituée en oligopoles et en groupes.

Entendons par *Finance* une masse de capital financier, de titres de dettes à termes variés, qui sont au pouvoir d'un petit nombre de décideurs, privés ou publics : banques, intermédiaires financiers, centres publics de distribution du crédit. La bonne marche de l'économie suppose le financement et du lancement et du fonc-►



Photo © 1983 ADAGP, Paris. Fondation Paul Klee, musée des Beaux-arts, Berne

« Manifestement, il n'y a plus de concurrence véritable passé un degré d'inégalité entre agents individuels ou entre ensembles humains structurés, disons entre nations. » Gravure du peintre allemand Paul Klee (1879-1940), *Rencontre de deux hommes qui se croient moins haut placés l'un que l'autre* (1903).



Photo © Ed. van der Elsken, Pays-Bas



Photo Greg Fisher © Sygma, Paris

En novembre 1982, Scott Walther, 48 ans, l'un des onze millions de chômeurs que comptent les États-Unis, est parti avec son petit chariot de Bay City (Michigan) pour entreprendre une « marche pour l'emploi » longue de cinq mois qui l'a mené en Californie après un parcours de plus de 3 000 kilomètres.



« Les tendances longues observables de la crise que nous subissons peuvent être hypothétiquement conçues à partir du contenu et des effets des deux moteurs de l'évolution contemporaine, l'industrie et la finance, l'industrialisation et le financement. »

Photo Paolo Koch © Rapho, Paris

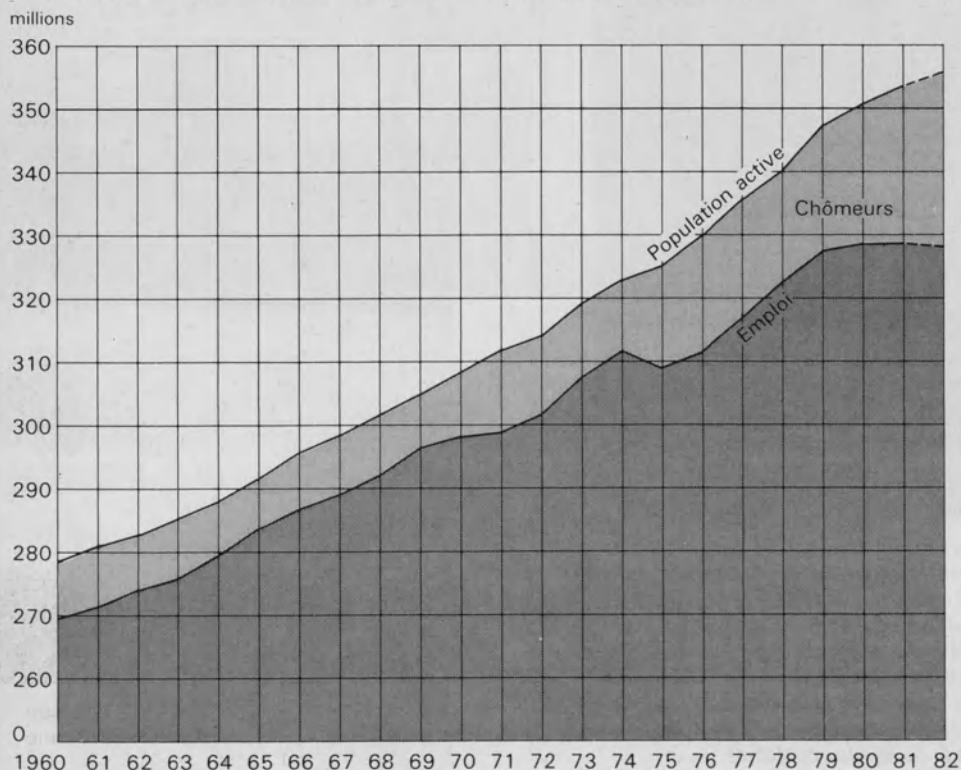
► tionnement régulier de l'appareil de production. Le crédit lance et entretient l'immense appareil industriel et sa structure évolutive : les industries nouvelles stimulant ou remplaçant les anciennes. La finance, comme la production, est dominée par les oligopoles.

Malgré la diversification des pays en développement, l'inégalité majeure et persistante entre ceux-ci et les pays depuis longtemps développés réside dans l'industrie. Là est le trouble ; là la réforme est la plus utile, si le trouble est perçu, si le pouvoir structurant de l'industrie est compris et orienté à l'avantage collectif.

Les structures présentes des pays en développement, avec des différences de types et de degré, selon les cas, ont toutes été imposées ou influencées puissamment par les pays auxquels l'industrie développée procurait régulièrement les machines et les armes. Les réactions de rejet, aujourd'hui, si émotives qu'elles soient souvent, ont des raisons économiques solides qui suscitent ces révoltes longtemps comprimées et ces refus obstinés qui sont l'un des aliments de la crise mondiale.

Il n'y a pas d'équilibre entre les offres et les demandes avec un partenaire contraint de gaspiller ses ressources humaines, qui est mal outillé pour répercuter d'une manière bénéfique l'investissement ou l'innovation, et qui négocie dans un état de dépendance durable. L'inégalité radicale des structures engendre des dominances aussi inadmissibles que le colonialisme manifeste d'hier. ►

ÉCART POPULATION ACTIVE-EMPLOI, 1960-1982 PAYS DE L'OCDE



► En outre, l'équilibre entre les offres et les demandes, à l'échelle mondiale, n'est pas possible quand une vaste partie du monde ne peut formuler une demande soutenue et croissante, ni procurer normalement et librement des contreparties dans le commerce entre nations. L'insuffisance de demande effective, solvable par les moyens de la production nationale, ne peut être remplacée durablement et pour tout l'ensemble par des aides ou des emprunts liés.

Enfin, et très manifestement, il n'y a plus de concurrence véritable passé un degré d'inégalité entre agents individuels ou entre ensembles humains structurés, disons entre nations. Pour des petits pays, on est en droit de demander si la concurrence, très intense, a lieu entre pays ou, simplement, entre industries dont certaines élisent domicile dans un pays sans faire corps avec le reste de son économie et avec sa population.

Les défauts de l'articulation entre l'industrie et l'agriculture, entre les industries et les agricultures, sont au cœur de la crise structurelle de notre temps. Les industries, par leurs supériorités en matière de technique, d'organisation, d'information et de finance, exercent leur

domination sur les agricultures qu'elles s'approprient en quelque manière. Dans les pays industrialisés, la correction de cette inégalité est en cours : le succès de la filière agro-alimentaire invite à le penser, moyennant des améliorations supplémentaires. Mais, dans les pays en développement, le renversement de tendance qui leur rendra leurs industries vivrières en réduisant la part des agricultures d'exportation ou en les réorientant est une intervention nécessaire, de longue haleine—la restructuration qu'elle impose va à l'encontre des intérêts immédiats des industries implantées.

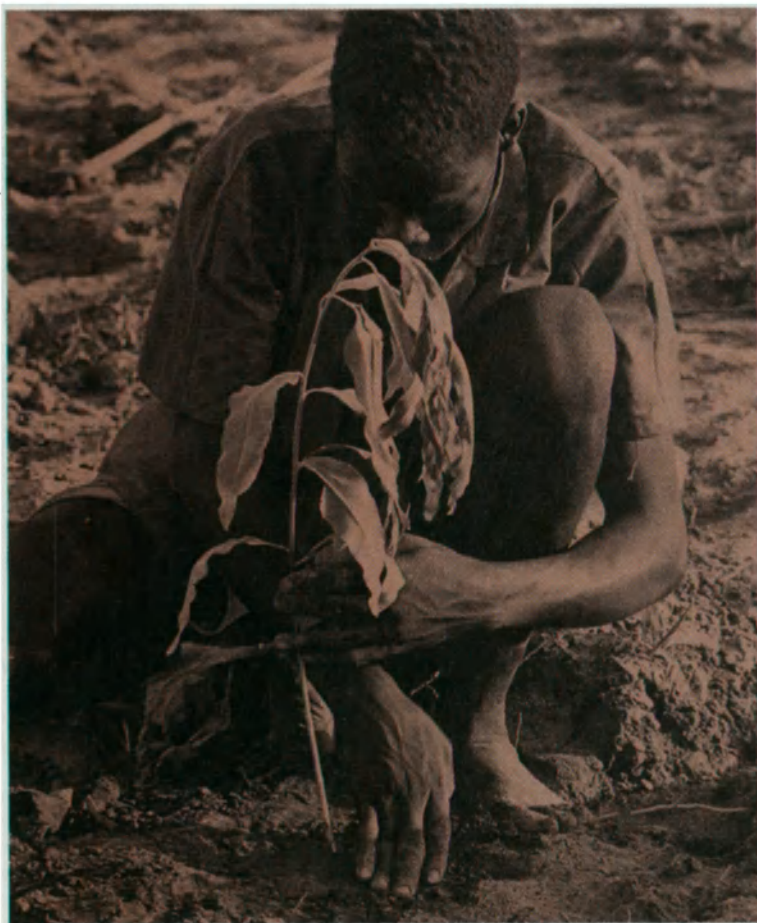
C'est sans doute par régions de nations, plutôt que par nations prises isolément, que le grand redressement des rapports entre industrie et agriculture s'opérerait dans les meilleures conditions économiques. On sait, par les expériences de l'Amérique latine et de l'Afrique de l'ouest, que les nationalismes à courte vue et insuffisamment éclairés font obstacle à l'entreprise commune.

L'Europe occidentale des territoires soumis aux souverainetés nationales piétine pour définir une politique commune. La pierre d'achoppement est le poids

relatif des agricultures dans certains pays, en contraste avec des pays voisins qui ont sacrifié délibérément leurs activités agricoles à leur industrie. On sait déjà que les grands travaux entrepris en commun, que les coproductions et les exportations concertées vers l'extérieur contribuent à surmonter les inégalités dans le rapport agriculture-industrie. Ces premières expériences devraient conduire à une recherche commune pour la constitution d'espaces agro-industriels où, selon une action concertée, de puissants groupes industriels plurinationaux entraîneraient les agricultures en voie de progrès technique et les agricultures retardataires, et dégageraient des productions destinées à satisfaire les exportations vers les pays moins développés de l'Est, et vers les pays africains ou asiatiques en quête de denrées alimentaires plus ou moins transformées.

C'est bien selon cette tendance qu'une stratégie éclairée doit s'affirmer. On la préférera au grandiose programme de transferts et de répartition des industries déjà préconisé. Selon ce schéma, les industries à fort coefficient de travail, à forte main-d'œuvre, seraient cédées aux pays en développement, les industries à fort coefficient de capital et de connais-

Photo © Werner Gartung, Merzhausen, Rép. féd. d'Allemagne



« Les défauts de l'articulation entre l'industrie et l'agriculture, entre les industries et les agricultures, sont au cœur de la crise structurelle de notre temps. Les industries, par leurs supériorités en matière de technique, d'organisation, d'information et de finance, exercent leur domination sur les agricultures qu'elles s'approprient en quelque manière. Dans les pays industrialisés, la correction de cette inégalité est en cours : le succès de la filière agro-alimentaire invite à le penser, moyennant des améliorations supplémentaires. » Ci-contre, silos au Canada. Ci-dessus, un agriculteur de la Haute-Volta.

Photo © Union Farmer, Canadian NFU



sances scientifiques et techniques demeurent dans les pays industrialisés et développés. En dépit de ses allures révolutionnaires, ce programme nous paraît dangereusement conservateur. Il tend à instaurer et à maintenir, au bénéfice des pays industrialisés, une sorte de privilège institutionnel ; les industries à coefficient de capital élevé et à technologie avancée sont celles qui ont le plus de chance, à la longue, d'exercer leur dominance sur les industries à fort coefficient de travail. Certes, telle n'est pas l'intention des promoteurs. Pourtant, la création de vastes ensembles, spécialisés globalement et par doctrine, risque de laisser subsister ou d'aggraver la domination exercée par ceux qui détiennent les industries à technologie du haut de la gamme.

En fait, les pays en développement déploient leurs efforts pour créer, dans la mesure de leurs moyens, des industries complexes. Pour le développement de leur économie nationale, ils ont certainement raison. Outre les avantages de développement intérieur, cette préférence donne à ceux qui la pratiquent avec succès l'occasion, dans des domaines choisis, de devenir compétitifs avec les pays depuis longtemps industrialisés et

développés, tant par une spécialisation inventive qu'en tirant avantage de leurs salaires relativement bas.

Certains pays en développement ont reçu, par l'implantation des investissements extérieurs et des multinationales, une structuration qui ne satisfait pas les besoins fondamentaux et les aspirations de leur peuple. Une stratégie à long terme permet ou favorise une industrialisation autochtone qui corrige ces déviations, sans protectionnisme ni nationalisme étroit : elle les restructure selon le vœu des principaux intéressés.

D'autres pays en développement ont été franchement colonisés : leur politique d'indépendance ne peut s'affirmer que par une stratégie d'industrialisation qui leur donne, sur le terrain de la négociation internationale, un poids que ni leur nouveau statut juridique ni le nombre de voix dans les organismes internationaux ne sauraient leur offrir.

La crise actuelle est née d'inégalités dans les structurations ; les efforts pour la surmonter renvoient à des structurations ou restructurations orientées vers une *nouvelle structuration* aux dimensions mêmes du monde. Cette orientation déborde de toutes parts les forces

spontanées du *marché* et la compatibilité des *marchés* les uns avec les autres ; elle met en cause des *organisations* fonctionnelles et régionales et la recherche d'une *organisation* de l'ensemble qui puisse les articuler les unes aux autres en vue de l'efficacité économique et de la qualité de l'ensemble.

La finance est structurée elle aussi. A part les établissements publics spécialisés, les organismes financiers sont des oligopoles. On parle des *Big Five* (les Cinq Grands) en Grande-Bretagne ; en France, il était question naguère des sept Grands, aujourd'hui, on parle des trois Grands. Ces entreprises monopolistiques se livrent entre elles et en rapport avec les monopoles économiques, à des concurrences sévères ou à des ententes assez stables. Dans une nation ou dans le monde, le marché financier évoque une rencontre de géants qui ridiculise l'image d'unités naines sagement dociles à la loi « neutre » du prix et de l'intérêt.

Sauf exception (les pays pétroliers), les pouvoirs financiers appartiennent aux pays industrialisés. Ils s'exercent à l'occasion de l'autofinancement, de l'endettement auprès du système bancaire et de l'émission des titres à long terme. On ►



► devra donc renoncer à l'image d'un réservoir de monnaie ou de quasi-monnaie répondant docilement et sans choix aux demandes indifférenciées du marché. Dans ce domaine aussi, la réalité est la « coalition tacite des maîtres » (Adam Smith) ; elle exerce continuellement ses pressions sur le comportement des Petits, entreprises ou nations.

Pour le commerce des marchandises, la loi des coûts comparés anticipés, produit par produit, donne une solution correcte dans l'abstrait. Le malheur veut que, là aussi, la lutte des monopoles et de leurs groupes soit la règle et que la prévision des coûts comparés à venir soit pratiquement impossible. Les pouvoirs financiers sont exposés à des erreurs dont la répercussion est aggravée par la dimension des offres et des demandes concentrées de crédit et par l'échelonnement, très étendu dans le temps, des engagements et des échéances. Comme les défauts en un point se propagent dans des réseaux bancaires et financiers, qui sont complexes à l'extrême, toujours sensibles et rapidement nerveux après les premières difficultés, les germes des crises financières apparaissent inhérents aux systèmes industriels évolués et novateurs. Un rappel à la raison résulte du poids des grandes entreprises et des nations : leur écroulement serait un désastre pour tout le monde.

L'instabilité du capitalisme financier tout autant que son sauvetage de la dernière heure soulèvent de graves questions.

Lorsqu'on reproche à un pays en développement ses projets ambitieux à l'excès, à qui s'adresse-t-on vraiment ? Au pays lui-même dans son ensemble, ou aux entreprises multinationales et aux groupes financiers qui s'y sont implantés ? L'impôt pour le redressement frappera tous les citoyens, mais leurs représentants légaux ont-ils été partie prenante dans les décisions incriminées ?

D'autre part, les désastres de la crise financière sont évités parce que l'argent, la monnaie et les titres de quasi-monnaie étaient disponibles. Pourquoi et par la décision de qui n'interviennent-ils qu'en tout dernier ressort ? L'intérêt commun n'était-il pas mieux servi par des actions diligentes ? Est-il politiquement souhaitable de donner l'impression que la finance ne sort au grand jour qu'au moment et par les canaux qu'elle choisit ?

L'expérience constante enseigne que l'évolution financière actuelle est largement aux mains de la Banque Centrale et des gouvernements qui décident du déficit budgétaire. Les freins économiques de la fin du dernier siècle se sont relâchés au point de perdre la plus grande part de leur efficacité.

Les effets cumulatifs ont libre cours. La devise clé (par définition, elle est toujours à quelque degré dominante), aujourd'hui le dollar, se hisse à des niveaux que ne peuvent pas expliquer les échanges commerciaux et dont les fluctuations se rattachent aux mouvements

spéculatifs de capitaux, à l'abri du principe de non intervention.

Le taux surélevé de l'intérêt, aux Etats-Unis, et son cortège de taux continentaux ne peuvent s'expliquer que par des anticipations tout à fait étrangères aux normes classiques. Quand la collectivité attend une hausse des actifs financiers, l'élévation du taux de l'intérêt, au lieu de réduire la demande de financement auprès des Banques, peut l'accroître (P. Minsky).

Le poids de l'endettement sur les charges financières et la diminution de la marge anticipée de profit brut réduisent le taux de croissance et, dans les plus mauvais cas, entraînent des liquidations d'actifs. Rien de mécanique, d'automatique dans ces liaisons. Pas davantage dans le désendettement dont les effets positifs pourraient annoncer une croissance économiquement justifiée du produit. Mais les difficultés contagieuses et cumulatives de paiement qui en sont la conséquence peuvent exiger l'intervention de la Banque Centrale et du Trésor public.

Ces enchaînements ont des conséquences très inégalement douloureuses dans les pays en développement et dans les pays développés. Par les mouvements cycliques du siècle précédent, on savait déjà que les frais des récessions et des contractions sont toujours payés par les classes défavorisées. Est-il illégitime d'étendre aux nations, une constatation analogue ?

François Perroux

« Dans les pays en développement, le renversement de tendance qui leur rendra leurs industries vivrières en réduisant la part des agricultures d'exportation ou en les réorientant est une intervention nécessaire, de longue haleine. La restructuration qu'elle impose va à l'encontre des intérêts immédiats des industries implantées. » Pyramides d'arachides prêtes à l'exportation, à Kano, au Nigeria.



Photo Philippe Billere © Rapho, Paris



# L'angoisse et la dominance

par Henri Laborit

**Q**U'est-ce que la *culture* ? Quand on parle d'un individu « cultivé », aurait-il plus ou moins de chances de devenir criminel ? J'aurais tendance à définir la culture (encore que toute définition limite le contenu sémantique d'un mot, le rétrécit, le comprime, le sclérose, le chosifie) comme l'ensemble des lieux communs, des préjugés, des jugements de valeur, des automatismes conceptuels, d'un groupe humain occupant un lieu à une certaine époque et qui se sont accumulés par apprentissage au cours de son histoire.

En effet, un groupe humain, dans un espace géoclimatique particulier, établit — inconscient d'ailleurs des facteurs innombrables qui entrent alors en jeu — un ensemble de relations entre les individus qui le constituent. Ces relations se réalisent par l'intermédiaire des *langages* et des *comportements* propres au groupe envisagé, langages et comportements eux-mêmes conditionnés par l'espace géoclimatique où il se trouve placé. Ces relations s'institutionnalisent dans des lois écrites, des coutumes, des concepts, qui sont l'expression des automatismes appris, transmis et reproduits de génération en génération.

Le criminel est celui qui transgresse ces lois. Autant dire que celui qui est criminel ici, ne le sera pas forcément là. C'est le règlement de manœuvre culturel qui désigne le criminel. On enferme et l'on traite pharmacologiquement comme psychotique et pervers celui qui exprime des opinions non conformes à l'idéologie étatique ici, mais on enferme et l'on traite pharmacologiquement comme délinquant et pervers là, celui qui n'est pas conforme à la notion de propriété. Seul le règlement, l'échelle de valeurs ont changé. Or, il est curieux de constater que, légalement, le criminel est celui qui s'attaque aux personnes mais aussi aux biens, les personnes étant généralement elles-mêmes considérées comme des biens, une propriété privée.

---

**HENRI LABORIT**, médecin, biologiste et essayiste français, dirige depuis 1958 le laboratoire d'eutonologie (étude de l'équilibre global de l'organisme) à l'hôpital Boucicaud de Paris. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, tantôt de recherche fondamentale, tantôt de grande diffusion. Parmi ces derniers, on peut citer *L'homme et la ville* (1972), *La nouvelle grille* (1974), *L'inhibition de l'action : Biologie, physiologie, psychologie* (1979) et *La colombe assassinée* (1983). Conférencier invité par de nombreux pays, il édite aussi la revue internationale *Agressologie* et est lauréat du prix Albert Lasker.

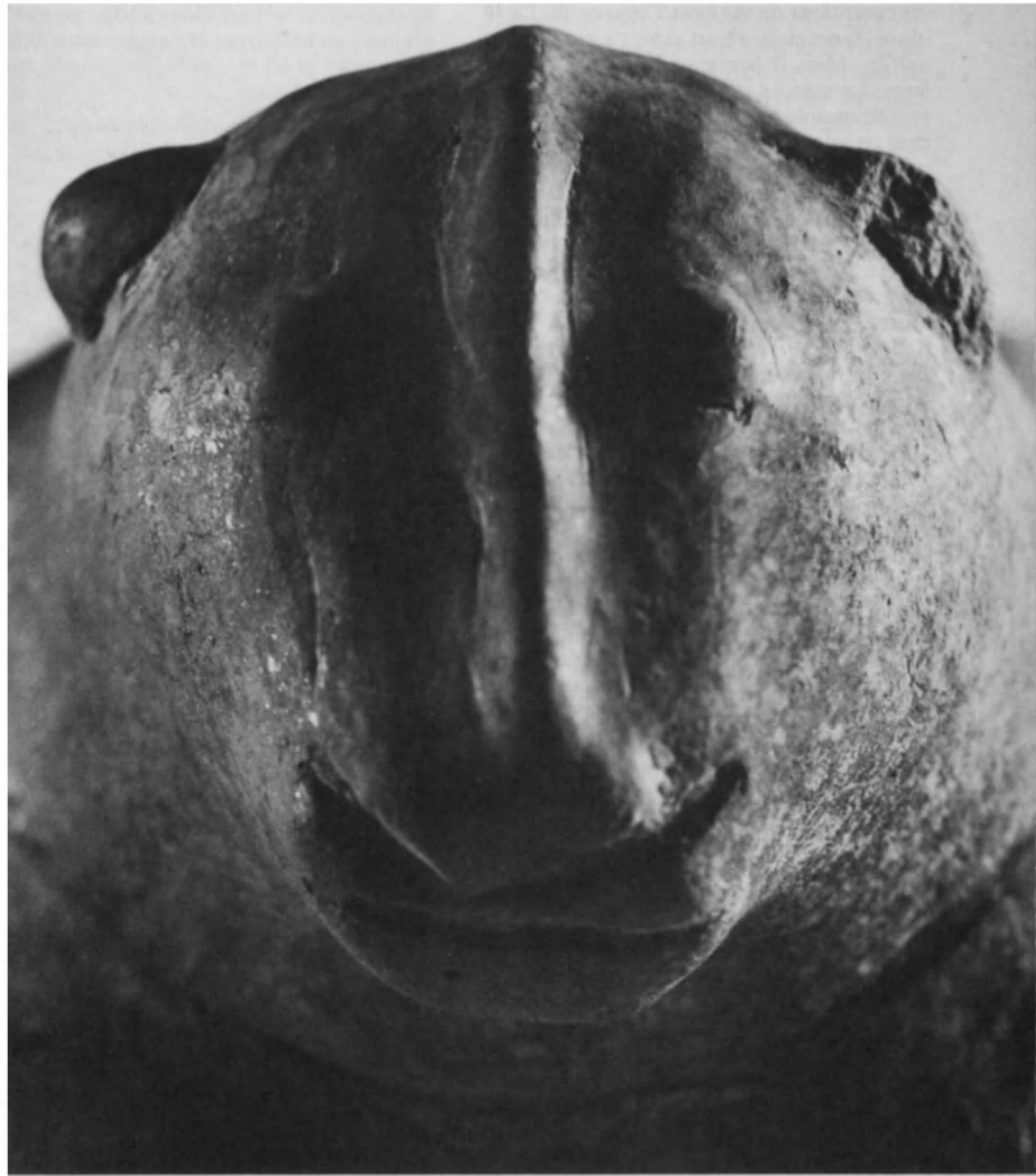


Photo © K. Konya. Budapest. Musée Damjanich János, Szolnok, Hongrie

« Chez l'animal (...) le dominant n'aura plus l'occasion d'être agressif et violent tant que sa dominance ne sera pas contestée. Car le ou les dominés auront appris à leurs dépens les règles comportementales à ne pas transgresser, appris en quelque sorte la « culture » du groupe ou de l'espèce. Chez l'homme, les mêmes lois ont été à la base des hiérarchies de dominance depuis le début du néolithique... » Ci-dessus, tête d'animal, très probablement un ours, qui orne le couvercle d'un vase d'argile datant de l'âge du cuivre hongrois (époque tardive 2200-2100 av. J.-C.) et découvert aux environs de Tiszafüred, ville située dans l'est de la Hongrie.

La notion de *propriété* n'est jamais remise en cause et l'on admet — sans jamais rechercher ses origines historiques ou géographiques, ni discuter les mécanismes qui, dans les systèmes nerveux humains, lui ont permis de s'exprimer — qu'elle fait partie

de l'« essence » de l'homme. Pourtant, certaines sociétés humaines, certaines « cultures » ne l'ont pas connue et aujourd'hui encore, quelques-unes, peu nombreuses, sont capables de l'ignorer. On peut montrer expérimentalement que la notion de pro- ▶

► priété n'est pas innée, ou « instinctive », mais qu'elle s'apprend. D'ailleurs l'homme, si elle était instinctive, ne se doit-il pas de « dominer ses instincts » ? Sans doute, mais seulement quand ceux-ci sont nuisibles à l'identité, à la cohésion du groupe, c'est-à-dire non conforme au règlement de manœuvre institutionnalisé par les dominants.

Il serait trop long d'entreprendre ici le rappel des lois biologiques complexes, mais que l'on peut simplifier, réglant l'activité d'un système nerveux humain en situation sociale. Disons succinctement qu'un système nerveux ne sert qu'à agir et que la pensée chez l'homme ne permet que de rendre plus efficace l'action. Un système nerveux permet donc à l'individu de contrôler ses conditions de vie dans l'espace qui l'entoure. Si cet espace était vide, l'action serait inutile. Mais il contient des objets et des êtres. Le contact d'un organisme avec eux sera favorable ou défavorable à ce que l'on peut appeler (avec beaucoup de circonspection) le maintien de son « équilibre » biologique. La seule raison d'être d'un être est d'être, sans quoi il n'y aurait pas d'êtres. Il découvre donc très vite par expérience que le contact avec certains de ces objets et de ces êtres est gratifiant, avec d'autres douloureux, dangereux, nuisibles pour son « bien-être ». Il se souviendra de cette expérience et tentera de reproduire l'expérience gratifiante, alors qu'il fuira l'expérience désagréable ou, s'il ne peut fuir, essaiera d'en détruire la cause. Mais si, dans le même espace, un autre individu de la même espèce, ayant lui-même fait cet apprentissage veut se gratifier avec les mêmes objets et les mêmes êtres, l'un et l'autre diront : « Ils sont à moi » et naîtra entre eux une compétition pour leur obtention. Chez l'animal, le plus fort ou celui né d'une femelle dominante, aura plus de chances d'établir sa dominance et s'appropriera le bien gratifiant.

Sur ce thème, que nous avons extrêmement simplifié, car les modalités en sont nombreuses et variées, s'établiront les échelles hiérarchiques de dominance. Le dominant n'aura plus l'occasion d'être agressif et violent, tant que sa dominance ne sera pas contestée, car le ou les dominés

auront appris à leurs dépens les règles comportementales à ne pas transgresser, appris en quelque sorte « la culture » du groupe ou de l'espèce.

Chez l'homme, les mêmes lois ont été à la base des hiérarchies de dominance, depuis le début du néolithique, époque à laquelle il s'est fixé au sol et où l'agriculture et l'élevage lui ont permis d'éviter la famine, de ne plus craindre pour son bien-être biologique immédiat en stockant des réserves, objets gratifiants : grains et bétail sur pied. La spécialisation professionnelle a suivi et un organisme plus complexe que le clan primitif fit son apparition, la société urbaine. La transformation, pour se réaliser, mit des millénaires pendant lesquels des groupes humains, moins technicisés mais constitués de chasseurs, sachant donc encore se servir d'armes, colonisèrent ces groupes néolithiques pour profiter des avantages de leur évolution technique.

L'accroissement démographique qui résulta de cette évolution « économique »

poussa ces groupes, devenus hiérarchisés (chef, guerriers, artisans, paysans) à aller conquérir ailleurs les territoires pouvant accroître leurs ressources. La notion de propriété personnelle ou de groupe de biens gratifiants que beaucoup de préhistoriens font commencer à cette période de l'histoire humaine, vers 6000 ans avant l'ère chrétienne, vit l'apparition de la criminalité interindividuelle et interétatique, autrement dit de la guerre. Quand la survie immédiate du groupe dans un environnement hostile est la motivation fondamentale, la coopération est plus indispensable que le crime.

Le cerveau humain conféra à l'établissement des hiérarchies et aux moyens d'établir les dominances des caractéristiques spécifiques. Seule à être capable d'associer les expériences passées de façon originale — grâce à certaines zones associatives corticales — dans un « imaginaire », capable donc de réaliser des hypothèses de travail et de créer des formes neuves en transformant d'abord la matière puis, récemment, l'éner-

« La notion de propriété personnelle ou de groupe de biens gratifiants que beaucoup de préhistoriens font commencer vers 6 000 ans avant notre ère, vit l'apparition de la criminalité interindividuelle et interétatique, autrement dit de la guerre. » Ci-contre, *Cain tuant Abel* (1511), gravure sur bois du peintre et graveur allemand Albrecht Dürer (1471-1538).

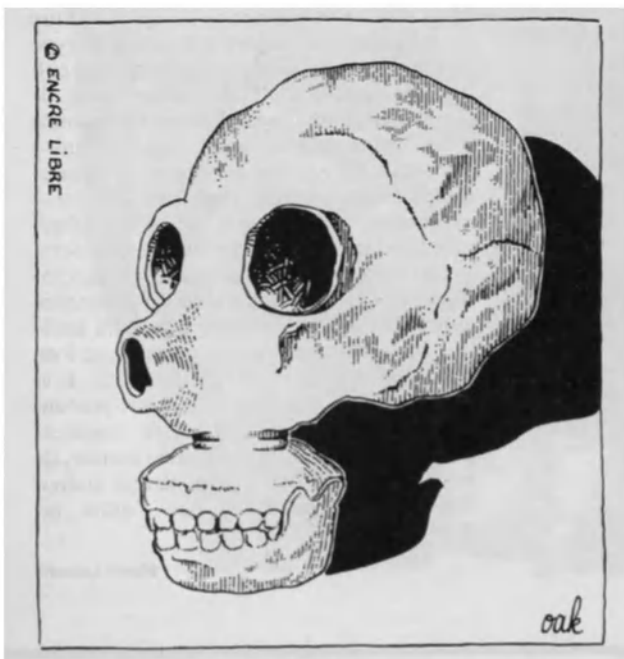


Photo © Tous droits réservés. National Gallery, Melbourne



Photo © Roger Viollet, Paris. Royal Library, Windsor

« La découverte des grandes lois du monde inanimé, source de production de marchandises plus nombreuses et plus variées, d'armes plus efficaces pour la conquête de nouveaux territoires à exploiter, fut le moyen essentiel de l'établissement des dominances entre les peuples. » Ci-dessus, un dessin de Léonard de Vinci (1452-1519) représentant la cour d'une fonderie de canons.



« Plongés dès le début dans un univers incompréhensible et angoissant, car ils n'avaient pas de règles pour agir, les hommes ont fait des efforts remarquables pour y mettre un ordre cohérent, qui les conduisit de la découverte du feu à celle de l'atome. » Ci-contre, *Homo nuclearis*, dessin de Oak.

Dessin Oak © Encre libre, Paris

gie, l'espèce put se protéger de mieux en mieux, en comprenant de mieux en mieux les lois du monde inanimé.

Le langage parlé, puis l'écriture — conséquences aussi de l'évolution phylogénique de ce cerveau « imaginant » — permirent aux générations de transmettre dans le temps leurs expériences, de les accumuler, d'abord très lentement, puis de façon de plus en plus rapide et sophistiquée, jusqu'aux moyens de communication modernes qui contractent le temps, c'est-à-dire aussi l'espace.

Les « cultures » s'établirent, puis évoluèrent, au même rythme que celui de l'évolution technique. Car ce fut dès lors cette dernière qui permit la création de biens marchands, échangeables avec des groupes humains de plus en plus éloignés géographiquement. La découverte des grandes lois du monde inanimé, source de production de marchandises plus nombreuses et plus variées, d'armes plus efficaces pour la conquête de nouveaux territoires à exploiter, fut le moyen essentiel de l'établissement des dominances entre les peuples.

Au niveau du groupe, le pouvoir aristocratique, celui du guerrier, fut remplacé par celui du bourgeois, détenteur des moyens de production et d'échanges, pour aboutir à celui du technocrate qui invente les machines à produire et du bureaucrate qui gère les rapports de production.

Ainsi, les moyens ont pu changer mais la finalité est restée la même : l'établissement des dominances pour l'obtention des biens gratifiants dont l'image idéale que l'individu se fait de lui-même n'est pas le moindre. Le seul progrès a été celui accompli dans les sciences physiques. En ce qui concerne le monde vivant et, particulièrement, le monde qui vit en nous, nous n'avons pas évolué depuis le début du néolithique. La biologie vient à peine de naître, celle de notre système nerveux en particulier, système qui s'exprime par nos comportements.

Pendant tout ce temps, les hommes parlaient. Plongés dès le début dans un univers incompréhensible et angoissant, car ils n'avaient pas de règles pour agir, ils ont fait des efforts remarquables pour y mettre un ordre cohérent, qui les conduisit de la découverte du feu à celle de l'atome. Persuadés d'être des sujets à part dans ce monde, du fait de ce qu'ils appelaient « leur conscience réfléchie », leur croyance en leur liberté, il a fallu — pour cacher leur angoisse provenant du déficit informationnel, et leur interdisant l'action efficace — qu'ils inventent des lois, des règles leur dictant leurs actions : ce furent les mythes, les religions, les morales, les lois étatiques.

Dès lors, n'ayant plus à se poser de questions sur ce qu'ils devaient faire, leur angoisse fut partiellement occultée. Il demeurait cependant une angoisse fondamentale, non pas celle de leur liberté qui n'existait que dans leur imagination, mais qui validait la responsabilité, celle plutôt résultant de leur ignorance — surtout en face de la mort.

Ainsi, les « cultures », aussi variées que les espaces, aussi nombreuses que les années, essayant de se fixer dans des langages, n'ont rempli qu'une seule fonction : coordonner l'action des individus au sein d'un groupe humain, en d'autres termes pérenniser la structure du groupe. Mais ▶

► nous avons dit pourquoi et comment cette structure avait toujours été, depuis le néolithique et dans les régions tempérées du globe, une structure hiérarchique de dominance. Le langage fut cependant un splendide moyen de communication, et, partant, un remarquable moyen d'action. Par lui, à travers lui, on pouvait influencer l'action de l'autre, la rendre favorable à notre projet gratifiant. Par lui, l'inhibition de l'action pouvait être traitée, l'angoisse résultant de cette inhibition pouvait disparaître, l'équilibre biologique être établi. En conséquence, l'agressivité interindividuelle, seul recours de celui qui ne peut se faire entendre, diminuait.

Si, comme toutes les statistiques mondiales le prouvent, la criminalité interindividuelle a considérablement diminué au cours des derniers siècles, malgré ce que les mass-médias tentent de nous faire croire, c'est peut-être parce que l'alphabétisation et l'utilisation du langage se sont généralisées à tel point que, comme le sociologue J. M. Bessette l'a montré par des statistiques sérieuses, le crime est encore l'apanage de ceux qui ne savent pas s'exprimer, qui savent mal dire ce qu'ils ont à dire.

Mais si le langage est un moyen d'agir pour l'individu, il est pour le groupe social, le plus souvent, un alibi, une excuse à la violence. Le discours logique a toujours fourni de « bonnes » raisons pour défendre une « bonne » cause par la guerre, le génocide, la torture. Le langage a toujours permis d'absoudre la raison d'Etat. En passant d'un niveau d'organisation interindividuel à un autre, celui de l'Etat, le même moyen—le langage—change de finalité.

Or, cette structure, impalpable, abstraite, qu'est l'Etat ne représente que l'institutionnalisation, dans des lois, des rapports hiérarchiques de dominances entre les individus qui en font partie. Si l'individu ne peut transgresser certaines règles prévues d'avance pour accomplir un meurtre, l'Etat, en revanche, a tous les droits pour tuer, soit à l'intérieur du groupe pour maintenir les règles d'établissement des hiérarchies de dominance, soit à l'extérieur contre un autre Etat qui tente d'établir sur lui sa dominance, ou sur lequel, au contraire, il veut établir la sienne.

Ainsi, ce n'est pas tant la culture ou la criminalité et leurs rapports qui paraissent devoir être objets d'étude, mais la finalité des groupes sociaux et les mécanismes nerveux centraux qui, chez les individus, permettent l'établissement des relations entre eux, l'établissement des dominances en fonction de cette finalité. Il est probable que l'empressement que manifestent les mass-médias à nous tenir au courant des crimes interindividuels ne fait que répondre aux besoins des Etats de faire oublier les leurs et de créer une angoisse, projetant le « citoyen » dans leurs bras. Or, ces bras sont l'armée et la police qui protègent les biens et les personnes selon un ensemble de règles caractérisant une « culture ». Laquelle est toujours celle des dominants, c'est-à-dire de ceux soumis à la finalité du système parce qu'ils en bénéficient.

Le problème des *immigrés* est un exemple. Quand la production de marchandises a besoin de leurs bras, car les machines n'ont point encore remplacé complètement l'Homme dans ses activités les plus « thermodynamiques », on est bien content de les trouver. Mais quand l'information permet de découvrir les machines capables de fournir ce travail mécanique et que le chômage augmente en conséquence, ces immigrés viennent soustraire le travail mécanique résiduel au citoyen. Ils viennent lui voler ce bien gratifiant qu'est le travail rémunérateur : il faut se débarrasser d'eux. Le choc culturel souvent invoqué paraît alors secondaire.

Nos immigrés sont-ils plus criminels que nous, indigènes ? Ils auraient toutes les raisons de l'être : l'impossibilité d'utiliser pleinement le même langage, donc d'agir sur l'autre par ce moyen, l'impossibilité d'avoir une image idéale d'eux-mêmes pouvant rivaliser avec celle de l'autochtone, même si celui-ci est situé au bas de l'échelle sociale, la soumission qui en résulte, non à des lois, à une « culture », mais surtout à une dominance s'exprimant par un ensemble de comportements d'exclusion et de mépris chez l'autochtone. En période de crise économique, l'immigré devient le bouc émissaire, car il faut que le groupe social trouve, en dehors de lui, un responsable à ses malheurs, un être « différent ».

Le crime épisodique, interindividuel, ne peut se comparer, en ce qui concerne le nombre de ses victimes, aux accidents de la route, aux crimes routiers, qui eux sont normaux, sont « sains », pourrait-on dire, puisque résultant de l'expansion économique. Mais, cependant, c'est de ce type de crime que l'on parle. Il permet aux individus du groupe de se reconnaître comme appartenant à la race des élus ou des seigneurs. En rejetant le criminel à l'extérieur, il assure sa cohésion par l'image flatteuse que chacun de ses membres se fait de lui-même du fait de l'appartenance au groupe. « Mais il n'est pas de méchants, il n'est que des souffrants » (Fernand Gregh).

Si les facteurs de cette souffrance sont innombrables chez le criminel, ils peuvent tous s'inscrire dans une grande loi biologique : *l'inhibition de son action gratifiante*. Nous pensons avoir apporté au cours de ces dernières années un nombre suffisant de preuves expérimentales que cette réalité englobe toute la pathologie, y compris celle des comportements. La violence interindividuelle est celle des êtres que l'on n'entend pas, dont la voix se perd dans le bruit de fond de la socio-culture, ceux pour lesquels la violence ultime peut-être le suicide, toléré par elle, car ses armes arrivent généralement trop tard pour l'interdire et que la cohésion du groupe n'en est pas compromise. Mais une telle affirmation exige, pour être démontrée, que l'on parte de la molécule pour terminer l'étude au niveau de l'espèce.

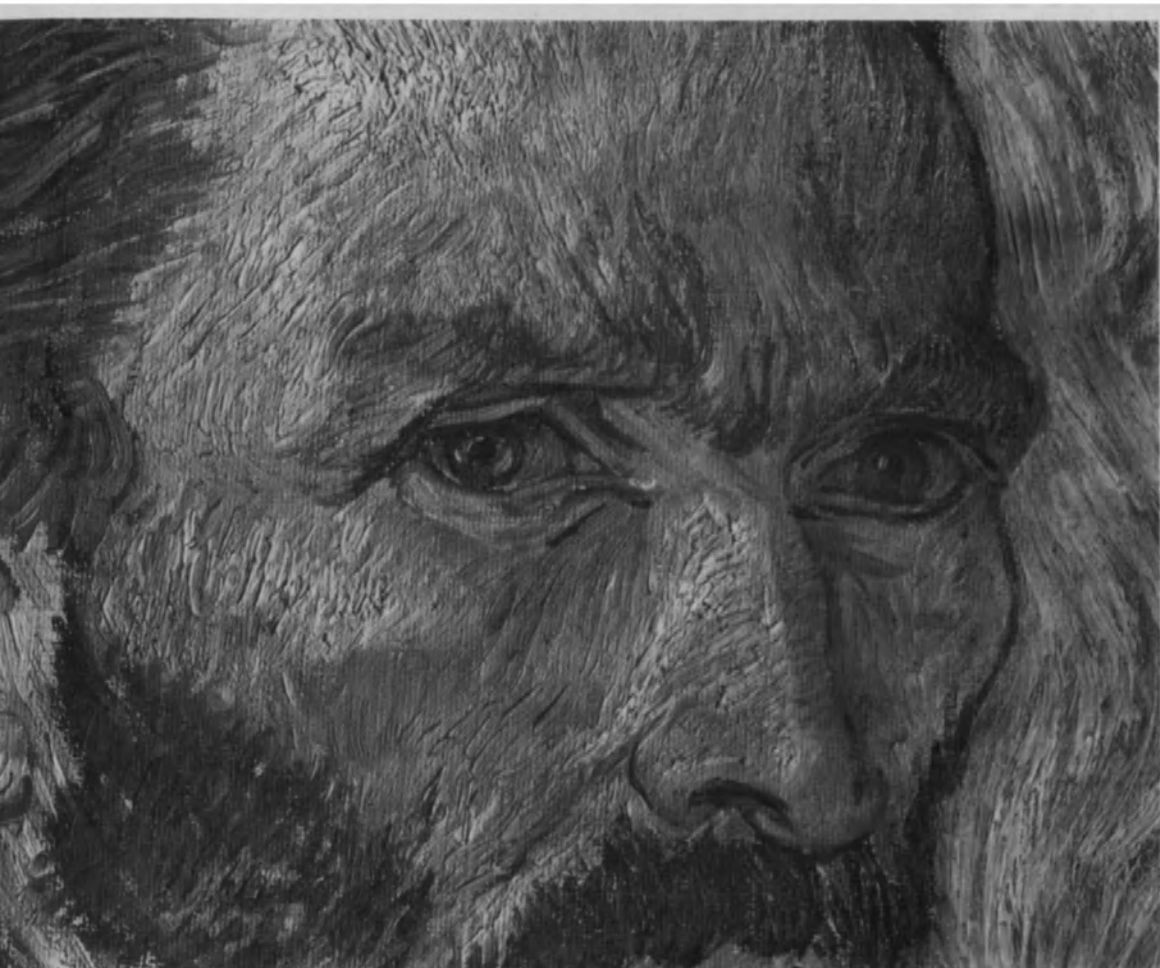
En réalité, chaque spécialiste a étudié la violence et en a décrit les « causes » au seul niveau d'organisation envisagé par sa spé-

cialité. Le politique, l'économiste, le sociologue, l'anthropologue, le psychologue, le psychiatre, le philosophe, mais aussi, plus récemment, l'éthologiste, le behavioriste, le neuro-physiologiste, le biochimiste en fournissent d'excellentes raisons explicatives, dans un système de causalité linéaire dépassé. Il est temps de réunir ces documents dans un « système » cohérent, par niveaux d'organisation, englobants et englobés, mais qui doit tenir compte de l'instrument indispensable à l'expression de la violence—le système nerveux humain—et de ce que nous savons déjà de sa structure, biochimique, anatomique et fonctionnelle, quand cette structure est placée en situation sociale. L'histoire même de l'espèce est nécessaire à la compréhension du problème. Nous devons aussi éviter toute solution facile, d'innéité, d'« essence » de l'homme, d'instincts, qui sont toujours là, suivant l'idéologie qui anime le discours (c'est-à-dire l'expression de l'inconscient automatisé dans une « culture ») pour fournir un alibi à la violence étatique, une excuse ou une condamnation à la violence individuelle.

Mais il est essentiel, à notre avis, de ne pas mélanger les niveaux d'organisation. Chacun de ces niveaux possède sa structure propre qui ne doit pas être plaquée par analogie sur le niveau sus- ou sous-jacent. On doit avant tout comprendre quels sont les liens, structurels et fonctionnels, qui les unissent, en se méfiant de chosifier les mots. On peut toucher son père, son frère, ses amis, mais on ne peut toucher la famille, l'Etat, la patrie, qui ne sont pas des choses, mais des concepts abstraits personnifiant une structure.

Or, une structure consiste dans l'ensemble des relations existant entre les éléments d'un ensemble et une relation ne se touche pas. Elle n'est ni matière, ni énergie, elle est information, mise en forme. C'est ainsi qu'une « nation » peut se comprendre comme une structure, un ensemble de relations unissant les individus vivant dans un espace géoclimatique particulier, individus qui au cours des siècles ont inventé une « culture », c'est-à-dire une langue et un comportement efficace dans cet espace. Mais au lieu de permettre à cette structure « régionale » de décider elle-même du type de relations, économiques, politiques et culturelles qu'elle entend réaliser avec le système englobant—car l'autarcie régionale n'est plus concevable aujourd'hui—pourquoi lui infliger les règles comportementales du système englobant—l'Etat—expression, nous l'avons dit, d'une structure hiérarchique de dominance, aristocratique, théocratique, bourgeoise, technocratique ou bureaucratique ? Pourquoi apprendre aux petits Noirs que leurs ancêtres étaient les Gaulois, au moment où l'on interdisait l'emploi du gaélique aux Bretons ? Il semble bien qu'il faille être profondément régionaliste pour être vraiment internationaliste, être citoyen du monde, de même qu'il faut être profondément individualiste pour admettre que l'autre est différent.

Henri Laborit



« Un jour la peinture de Van Gogh (...) reviendra pour jeter en l'air la poussière d'un monde en cage que son cœur ne pouvait plus supporter » écrit Antonin Artaud dans *Van Gogh, le suicidé de la société* (1947). Toute l'œuvre de ce peintre peut être vue, en effet, comme une lutte intense menée par un individu contre la violence d'une société qui le refuse, et son suicide (en 1890) comme une terrible issue à la solitude. Dans cet auto-portrait (1889), le regard tourmenté du peintre est encore accentué par l'expression sereine de ce bodhisattva (sage du bouddhisme) japonais en bois (12<sup>e</sup> siècle).



Photos tirées de *La nuit appelle l'aurore* de René Huyghe et Daisaku Ikeda  
© Flammarion, Paris

# Déracinement culturel et délinquance

par Miguel Rojas Mix

**P**EU d'exemples dans l'histoire montrent aussi bien les rapports existant entre acculturation et criminalité que le procès d'Atahualpa, dernier souverain des Incas, jugé par Francisco Pizarro, *conquistador* du Pérou ; l'Inca fut condamné à mort pour les délits confirmés d'idolâtrie, d'inceste, de polygamie et de subversion. Atahualpa mourut sans rien comprendre. Pour lui, l'épouse légale devait être sa sœur, d'autres dieux ne pouvaient exister au-dessus des siens et il n'avait jamais entendu parler d'un roi supérieur contre lequel il aurait pu se révolter. Lorsque change le cadre de référence, ce qui était réalité quotidienne, et même pieuse et sacrée, devient *capitale crimen*.

Le jugement d'Atahualpa est caractéristique de ce que peut produire la rencontre de deux cultures. Et de la façon dont la criminalité naîtrait de leur antagonisme. A l'aube de l'histoire des Amériques — comme dirait l'Occident — l'acculturation est un processus social massif imposé par une minorité de colons à une majorité d'indigènes. Et qui, pour commencer, déclare hors-la-loi la culture de l'autre.

En général, quand on parle d'acculturation, le problème ne se pose que pour le non-occidental. L'Occident se déplace avec sa culture et l'impose. Pour beaucoup, il est encore difficile de penser que les excès de l'histoire du colonialisme sont des crimes. Longtemps, les violations par l'Occident des sociétés dites primitives — et quelqu'un m'a un jour corrigé en me faisant remarquer que parler de « droits des sociétés primitives » était un anachronisme — n'ont pas été considérées comme des crimes. On parlait d'un processus civilisateur.

Depuis que Vico et Herder, au 18<sup>e</sup> siècle, ont avancé l'idée d'une histoire universelle, axée sur le progrès dont l'Europe est la cime, l'Occident, au nom de ce progrès, s'est permis de transgresser toutes les lois des non-occidentaux. Et prendre cela pour un crime serait d'un exotisme aussi aberrant que d'appeler voleur l'archéologue qui transportait dans les grands musées les antiquités aztèques. Le tiers monde n'avait pas de « propriétés », mais des « trésors », lesquels n'étaient pas volés, mais « trouvés », « découverts », étant *res nullius* : ils n'appartenaient à personne.

On rencontre aujourd'hui d'autres processus d'acculturation massive, mais qui

n'entraînent pas le déplacement de colons dans des pays de l'autre côté des mers, car ils se réalisent dans les métropoles elles-mêmes, dans les agglomérations industrielles, à l'intérieur ou plutôt à la périphérie des grandes villes de l'Occident. Ce sont les processus d'acculturation de l'immigré.

Et, aujourd'hui encore, le terme d'« acculturation » s'entend dans un seul sens. Tout comme la notion d'« exotisme », qui n'est pas réciproque, ne désignant que ce qui passe pour étrange aux yeux de l'Occident<sup>1</sup>. Aujourd'hui encore, cette disparité subsiste. Dans bien des pays du tiers monde, l'acculturation de l'Européen ne se pose pas, puisque son *status* dépend de sa condition d'Européen. Les identités de « bwana » ou de « sahib » ne sont pas criminogènes et ne correspondent pas à une dévalorisation de l'identité de l'individu, mais, au contraire, à son exaltation. L'Amérique latine elle-même ne manque pas de colonies européennes compactes, véritables enclaves qui, outre qu'elles maintiennent leur culture d'origine, imposent une juridiction extraterritoriale.

Le choc culturel sera plus ou moins violent, plus ou moins d'échange, selon l'aptitude des cultures à communiquer. Dans la pratique, les rapports culturels paraissent meilleurs à distance et sous la forme occasionnelle des échanges de spectacles ou

d'expositions, qu'avec les ghettos des grandes agglomérations, dans le dialogue de tous les jours. En France et en République fédérale d'Allemagne, pays d'accueil de grands groupes migratoires, la rencontre est à son tour moins violente pour un Espagnol ou pour un Portugais que pour un Maghrébin. Plus dure pour un paysan que pour un bourgeois.

En réalité, l'acculturation présuppose l'existence d'une société dominante. Et, de par ce seul fait, implique une dévalorisation de la culture d'origine. Cette dévalorisation de la culture maternelle est accélérée par deux circonstances qui s'additionnent couramment dans les pays d'adoption : le processus d'assimilation civique (dans le sens du civisme) et de marginalisation juridique. L'assimilation civique concerne essentiellement la deuxième génération et s'effectue par le biais du système scolaire et de la vie en ville. La marginalité est le fruit d'une insécurité permanente, d'une incertitude face à l'avenir. Certes économique, elle est aussi, pour une grande part, juridique, étant associée au renouvellement des cartes de séjour, de travail et, surtout, à la menace d'expulsion.

Cette dévalorisation de la culture maternelle — à laquelle, en dehors des circonstances que nous venons de citer, s'ajoutent le racisme, l'incompréhension, l'intolérance et, d'une manière générale,



**MIGUEL ROJAS MIX**, du Chili, a fondé et dirigé dans son pays l'Institut d'art latino-américain. Ancien professeur à la Sorbonne, il enseigne actuellement à l'Université de Vincennes. Il est l'auteur de nombreux livres, notamment *Vera historia natural de Indias (La véritable histoire naturelle des Indes)* et une *petite histoire de l'Amérique latine racontée aux enfants*.



Photo © Charles Carrié, Paris

« L'adhésion acharnée à la culture maternelle (...) se manifeste aussi bien dans l'exil par un attachement exagéré aux coutumes originelles, aux cérémonies religieuses, aux fêtes... » Cidessus, des émigrés des grandes et petites Antilles anglophones fêtent le carnaval dans le quartier de Brixton, à Londres.

L'expression « droit à la différence » est d'un emploi difficile quand les coutumes des « autres » sont niées par les nationaux ou quand ceux-ci considèrent ces « autres » seulement comme une main-d'œuvre bonne à les remplacer dans les travaux les plus ingrats. A gauche, travailleurs immigrés goudronnant une rue à Paris.

Photo Rémi Berli © Rapho, Paris

toutes les difficultés de la coexistence—fait que, au lieu d'être une acceptation de soi-même, l'identité culturelle devient une mise en question. La réponse à cette mise en question va être ou bien de rechercher ou bien de fuir son identité.

La quête de l'identité se manifeste souvent par une adhésion acharnée à la culture maternelle. Celle-ci est une culture idéalisée, en particulier par la deuxième génération qui ne l'a pas connue *in situ*. Coûte que coûte, on maintient et on renoue les liens matériels avec l'origine. On achète une maison dans le village natal. On va en vacances au pays. On y arrive dans de grosses voitures qui, plus qu'au transport, servent à témoigner auprès de ses compatriotes de la réussite de l'émigré. Il s'agit d'une importante cérémonie pour celui-ci, car elle lui permet de se sentir à nouveau estimé par les autres. Même si ce n'est que là-bas... dans un hameau perdu.

Cette adhésion se manifeste aussi bien dans l'exil par un attachement exagéré aux coutumes originelles. Les cérémonies religieuses, les fêtes, les traditions culinaires, de temps en temps permettent à l'émigré, tel Antée, de reprendre des forces en posant symboliquement les pieds sur la « terre ». Ce comportement, caractéristique de la première génération, contribue à reporter le conflit d'identité sur les enfants, voire sur les petits-enfants. Et si le problème de l'identité est le propre de l'adolescence, il sera encore plus aigu chez le jeune immigré qui doit faire valoir son existence à la fois dans son pays d'adoption et au sein de son groupe familial.

Bien souvent, dans cet attachement obstiné au sol natal, les immigrés ne se rendent pas compte que les coutumes évoluent rapidement et qu'eux-mêmes deviennent de vrais anachronismes culturels, des colonies-enclaves qui reproduisent des modèles périmés dans leur pays d'origine.

En changeant de milieu social, l'immigré perd son groupe de référence où son identité est reconnue et, bien qu'il fasse de son mieux pour se conduire selon les normes du pays qui l'accueille, sa personnalité est remise en question à cause du déséquilibre culturel. Cette remise en question, vécue comme une injustice, crée chez lui une sensation d'insécurité et peut provoquer des réactions diverses. Soit l'inciter à chercher un compromis en assumant une identité de caméléon : celle du musulman qui, à la maison, observe les règles du Coran et qui, à la cantine, mange du porc et boit du vin avec ses compagnons de travail. Soit, au contraire, le rendre agressif, mais, surtout, le mettre dans une situation d'incertitude fondamentale face aux modèles sociaux. En effet, dans les modèles sociaux de la culture qui l'accueille, il va découvrir l'incohérence de sa culture maternelle et inversement. Ce qui va produire chez lui un blocage à l'égard de tout système de valeurs. Etat d'*anomie* qui peut faire de lui un antisocial ou un asocial. Autant dans le pays d'adoption que dans celui de sa famille.

Pour ce qui est de la criminalité, le choc culturel nous intéresse lorsqu'il est conflictuel, lorsqu'il y a désaccord entre deux modes de vie et affrontement entre systèmes de valeurs. Quoi de plus naturel dans les civilisations méditerranéennes que de donner une paire de claques à un enfant turbulent ou polisson ? Mais, en Suède, la loi ▶

► l'interdit. Et une affaire purement domestique se transforme en fait délictuel. Cet exemple, en apparence anodin, pose cependant la question de la confusion de celui qui, se trouvant en transit culturel, se rend coupable d'un délit de ce genre. Autre exemple, beaucoup plus impressionnant, le cas de certaines sociétés où des parents attentent à la vie de leurs filles qui ont enfreint la règle de chasteté prématrimoniale. Pour eux, l'essentiel semble être de laver l'affront, de sauver l'honneur familial, acte qui dans leur monde est jugé avec une extrême indulgence, alors qu'il est d'une extrême gravité en Occident. Tiendra-t-on compte du fait que l'immigré obéit à sa culture d'origine ? Quelle conduite doit-on exiger de lui ? Le problème est de savoir comment déterminer la culpabilité de ce transhumant culturel qui n'a pas intériorisé le système de valeurs de la société qui l'accueille.

D'autre part, en ce qui concerne la criminalité de l'immigré, il faut signaler qu'aux problèmes d'acculturation sont liées d'autres circonstances criminogènes qui touchent toute la société : raisons sociales, économiques, le problème urbain...

Bien des jeunes contrevenants de la loi sont le produit d'une vie dans le ghetto. La formation des bandes engendre un type de délinquance précoce, souvent occasionnelle, mais toujours dramatisée et socialement insupportable. On a par ailleurs constaté que les ghettos favorisent la récidive. Cette codélinquance est une solution de fuite d'identité. Le ghetto permet à une deuxième génération qui se sent totalement marginale d'apporter une réponse à cette remise en question dont nous parlions plus haut, en formant une minorité cohérente.

En règle générale, on ne peut parler de criminalité par acculturation que dans deux cas : quand elle est le produit de deux « imaginaires », deux systèmes d'images sociales où l'un interdit ce que l'autre permet, voire ordonne, et quand elle est le résultat du transit culturel et des facteurs psychologiques qui en découlent. Il faut de toute manière rappeler que, même avec ce surcroît d'aléas, la criminalité chez l'immigré ne semble pas dépasser de beaucoup celle des nationaux.

Mais la criminalité par acculturation se borne-t-elle à ce seul cadre ? Jusqu'ici nous avons fait uniquement le procès de l'étranger. Or, dans quelle rubrique doit-on classer les délits racistes ? Ceux dont sont victimes les travailleurs immigrés ? S'agit-il aussi de délits par acculturation ? A tout le moins sont-ils l'expression d'un choc conflictuel entre deux cultures.

Bien plus que cet autre dialogue à distance auquel nous avons fait allusion, c'est le dialogue entre des sociétés qui vivent ensemble, le dialogue avec les minorités qui implique une modification de l'imaginaire social. Non seulement celui des minorités, mais aussi celui de la société tout entière. Sinon, les minorités deviendraient inacceptables à long terme. Et comme l'installation définitive dans le pays d'adoption paraît être la tendance des mouvements migratoires, il est absolument indispensable de modifier sa notion de l'autre, l'idée du proche, du prochain et, pour dire les choses plus directement, de lutter contre le racisme, qu'il soit ethnique, culturel ou politique.



Photo Nations unies — Y. Nagata

« Quand on parle d'acculturation, le problème ne se pose que pour le non occidental. L'occident se déplace avec sa culture et l'impose (...) si l'on entend par culture une vision du monde qui comprend un système de valeurs et qui s'exprime par un mode de vie ». Ci-dessus, cimetière d'automobiles sur les berges du río Choluteca à Tegucigalpa, au Honduras.



On ne peut guère expliquer la criminalité par acculturation qu'en y voyant la conséquence de l'échec d'une société à intégrer socialement un groupe exogène en lui conservant son droit à l'identité. Une politique d'intégration pose une série de questions qui exige moins des réponses qu'elle n'entraîne de certitudes. Il est, par exemple, inconcevable que les jeunes d'une deuxième génération se sentent menacés d'expulsion vers un pays d'origine qu'ils n'ont jamais connu. Tout comme il paraît inadmissible qu'une sorte de rouleau compresseur passe sur la culture d'autrui au nom d'idéaux ou de consignes totalement étrangères aux cultures exogènes : luttes féministes, écologismes, etc., malgré la pertinence de ces positions dans les cultures d'accueil. En fait, seule une société culturellement pluraliste peut répondre à ces questions. Et ce dans la mesure où elle renonce aux modèles dogmatiques. Le pluralisme culturel, compris comme le respect des cultures régionales et des cultures migrantes, doit être préservé par le monde développé. Il faut éviter que le colonialisme extérieur, aujourd'hui dépassé, ne se prolonge dans un colonialisme vis-à-vis des minorités. Il est inconcevable d'admettre que la seule logique, que la seule raison de l'histoire soit celle de la croissance économique et du marché qui

cherche des bénéfices dans l'uniformisation de la société.

Mais le pluralisme exige aussi d'éviter le ghetto, l'isolement, la culture enclavée. Les minorités doivent donc être pleinement associées à l'organisation de la société globale. Comment ? Peut-être en leur reconnaissant des droits politiques.

En outre, il ne faut pas oublier ce que représente et peut représenter le développement d'une créativité métisse. En particulier lorsqu'elle parvient à se libérer des clichés qui la mutilent. C'est une forme de réponse des jeunes en quête de nouveaux modèles. Modèles qui, dans la pratique, évoquent le conflit de la grande ville et du tiers monde, comme celui des *rastas*<sup>2</sup>. Modèles qui expriment leur marginalité, même juridique. L'ensemble musical le plus populaire créé par les Maghrébins en France s'appelle « Carte de séjour ». Cette créativité métisse fait partie du processus de décolonisation des esprits et sera d'autant plus nécessaire que les grandes villes vivront toujours davantage en rapport avec un tiers monde situé, non plus de l'autre côté de l'océan, mais à la porte du périmètre urbain. La création de ces nouveaux modèles par l'immigré sera le fruit non pas de l'acceptation servile des valeurs de la société qui l'accueille, mais du sentiment qu'il a de

forger avec elles des valeurs nouvelles. Il lui faut cependant écarter aussi l'illusion de conserver les valeurs d'hier. Et comprendre que le passé ne saurait être maintenu qu'à titre de ferment pour faire pousser les racines d'une identité à venir.

A son tour, l'Occident ne pourra accepter et favoriser l'essor de cette créativité métisse que s'il renonce à son universalisme paternaliste, que s'il en conserve uniquement ce qui n'écrase pas l'autre, que s'il prend garde aux effets délétères de sa culture, que s'il abdique la vision d'apothéose qu'il a de lui-même, et ne considère plus les sociétés en voie d'acculturation comme des sociétés arriérées. Que s'il cesse enfin de mettre à mort Atahualpa pour le seul fait qu'il est Atahualpa.

Miguel Rojas Mix

<sup>1</sup> Le dictionnaire Lexis-Larousse de la langue française définit l'exotisme comme « un ensemble de caractères qui différencient ce qui est étranger de ce qui appartient à la civilisation occidentale ».

<sup>2</sup> De rastafari, mouvement politique et religieux d'émancipation des Noirs né aux Antilles et lié au Jamaïcain Marcus Garvey (1877-1940). Voir Le Courrier de l'Unesco de décembre 1981, « Caraïbe aux voix multiples ». (N.D.L.R.).

« La créativité métisse fait partie du processus de décolonisation des esprits et (...) sera le fruit non pas de l'acceptation servile des valeurs de la société d'accueil, mais du sentiment de forger avec elle des valeurs nouvelles. » Ci-dessous, spectacle d'un groupe musical créé en France par des Maghrébins et baptisé « Carte de séjour ».



# LATITUDES ET LONGITUDES

## Le prix Unesco d'éducation pour la paix

Le prix Unesco d'éducation pour la paix 1983 a été décerné à Pax Christi International, fondée en 1945 par un petit groupe de catholiques français et allemands unis par la prière et soucieux de préparer les voies d'une réconciliation entre leurs deux peuples. Aujourd'hui, ses perspectives s'élargissent aux problèmes généraux de la paix dans le monde et elle est représentée dans 35 pays répartis sur cinq continents. Lors d'une cérémonie récente qui a eu lieu au Siège, le Directeur général de l'Unesco, Amadou-Mahtar M'Bow, a remis à Mgr Bettazzi, président de Pax Christi International et évêque d'Ivrea (Italie), ce prix, d'un montant de 60 000 dollars, qui, a-t-il rappelé, récompense chaque année une activité particulièrement remarquable tendant à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de la paix.

## A nos lecteurs

Nous prions nos fidèles lecteurs et les nouveaux abonnés de bien vouloir excuser d'éventuels retards dans la réception de notre revue. En effet, les récentes perturbations postales en France ont retardé la réception des demandes de réabonnement et d'abonnement et sensiblement accru les délais d'acheminement des derniers numéros parus.

## Trophées du Fair Play

Le champion de tennis Mats Wilander a reçu récemment le Trophée international du Fair Play Pierre de Coubertin. Lors des championnats internationaux de France 1982, Wilander avait convaincu l'arbitre de faire rejouer un point qui lui avait été attribué et lui assurait la victoire en demi-finale. Lors d'une cérémonie qui a eu lieu au Siège de l'Unesco, à Paris, des diplômes d'honneur ont été remis à quatre autres sportifs : Francisco Julio Ardisson, du Portugal, le footballeur français Patrick Battiston, le joueur de pelote argentin Ricardo Bizozero et le patineur

hongrois András Gorgenyi. Wilander, qui n'avait pu venir à Paris pour cette remise, avait reçu son trophée des mains du Directeur général à Stockholm.

Succédant à M. Victor Massuh (Argentine), M. Patrick Seddoh, du Ghana, a été élu président du Conseil exécutif de l'Unesco pour deux ans.

## L'école des arts

Julia Stilman, compositrice de nationalité américaine, née à Buenos Aires, et docteur ès arts musicaux de l'Université du Maryland (Etats-Unis), propose, à l'échelon international, une nouvelle formule d'enseignement professionnel des arts — théâtre, beaux-arts, danse et musique — dans les écoles secondaires.

Ce projet, appuyé par une bourse du Fonds international pour la promotion de la culture auprès de l'Unesco, a notamment reçu le soutien de la International Society of Music Educators, affiliée au Conseil international de la musique (CIM), de l'Association internationale des arts plastiques (IAA), du Conseil international de la danse (CIDD) et de l'Institut international du théâtre (IIT). Cet enseignement serait dispensé dans des écoles pilotes, un peu partout dans le monde, pour une période de quatre ans.

Pour développer ce projet, Julia Stilman prépare une conférence internationale rassemblant vingt-cinq experts internationaux qui examineront cette nouvelle formule d'enseignement dans son rapport au patrimoine culturel de chaque pays.

A propos de l'œuvre de Julia Stilman, le compositeur français Michel Fano a dit : « Souligné par une remarquable organisation des timbres, son discours musical conduit l'auditeur attentif à un domaine poétique original et passionné ».

*Barcarola*, cantate antiphonale pour voix, instruments et chœurs, écrite par Julia Stilman sur un poème de Pablo Neruda, sera présentée par la chorégraphe américaine Carolyn Carlson au Festival *La Rochelle 84* (musique et danse).

## LECTURES

### CHAGALL

Le Message biblique  
Texte de Pierre Provoyeur  
Ed. Cercle d'Art, Paris 1983

### L'ISLAM EN EUROPE

de Francesco Gabrieli  
Ed. Bordas, Paris 1983

### RICHARD WAGNER

de Oswald Georg Bauer  
Office du Livre, Ed. Vilo, Paris 1983

### L'ECUME DE LA TERRE

de Claude Allègre  
Fayard, Paris 1983

### L'HOMME NEURONAL

Jean-Pierre Changeux  
Fayard, Paris 1983

### LE TRAITE DU VIVANT

Jacques Ruffié  
Fayard, Paris 1982

### L'ETAT DU MONDE 1983

Ed. La Découverte/Maspéro  
Paris 1983

### SOMMES-NOUS TOUS DES PSYCHOLOGUES

Jacques Philippe Leyens  
Pierre Mardaga, Editeur  
Bruxelles, 1983

### LA COLOMBE ASSASSINEE

Henri Laborit  
Ed. Grasset, Paris 1983

### THAÏLANDE

Jean Guilvout - James Burnet  
Ed. Karthala, Paris 1983

### LE CONGO-BRAZZAVILLE

Akala Ekondy  
Peter Lang Bern-Frankfurt am Main —  
New York

### LE CORPS ENJEU

éd. par Jacques Hainard  
et Roland Kaehr  
Musée d'ethnographie,  
Neuchâtel, 1983

### L'INNE ET L'ACQUIS DES STRUCTURES BIOLOGIQUES

J.-J. Matras, G. Chapouthier  
PUF, Paris, 1981

### LE MAROC ET L'ARTISANAT

TRADITIONNEL ISLAMIQUE  
DANS L'ARCHITECTURE (2 volumes)  
par André Paccard  
Ed. Atelier 74 (1981)

## Bureau de la Rédaction :

Unesco, place de Fontenoy, 75700 Paris, France

Les articles et photos non copyright peuvent être reproduits à condition d'être accompagnés du nom de l'auteur et de la mention « Reproduits du *Courrier de l'Unesco* », en précisant la date du numéro. Trois justificatifs devront être envoyés à la direction du *Courrier*. Les photos non copyright seront fournies aux publications qui en feront la demande. Les manuscrits non sollicités par la Rédaction ne sont renvoyés que s'ils sont accompagnés d'un coupon-réponse international. Les articles paraissant dans le *Courrier de l'Unesco* expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de l'Unesco ou de la Rédaction. Les titres des articles et les légendes des photos sont de la rédaction.

Rédacteur en chef adjoint : Olga Rödel

Secrétaire de rédaction : Gillian Whitcomb

### Rédacteurs :

Edition française : Alain Lévêque (Paris)

Edition anglaise : Howard Brabyn (Paris)

Edition espagnole : Francisco Fernandez-Santos (Paris)

Edition russe : Nikolai Kouznetsov (Paris)

Edition arabe : Sayed Osman (Paris)

Edition allemande : Werner Merkli (Berne)

Edition japonaise : Kazuo Akao (Tokyo)

Edition italienne : Mario Guidotti (Rome)

Edition hindie : Krishna Gopal (Delhi)

Edition tamoule : M. Mohammed Mustafa (Madras)

Edition hébraïque : Alexander Broïdo (Tel-Aviv)

Edition persane : Mohammed Reza Berenji (Téhéran)

Edition néerlandaise : Paul Morren (Anvers)

Edition portugaise : Benedicto Silva (Rio de Janeiro)

Edition turque : Mefra Ilgazer (Istanbul)

Edition ourdoue : Hakim Mohammed Saïd (Karachi)

Edition catalane : Joan Carreras i Marti (Barcelone)

Edition malaise : Azizah Hamzah (Kuala Lumpur)

Edition coréenne : Kim U-Yearn (Séoul)

Edition kiswahili : Domino Rutayebesibwa

(Dar-es-Salaam)

Editions croato-serbe, macédonienne, serbo-croate,

slovène : Vitomir Sudarski (Belgrade)

Edition chinoise : Shen Guofen (Pékin)

Edition bulgare : Goran Gotev (Sofia)

Edition grecque : Aikis Anghelou (Athènes)

Editions braille : Frederick H. Potter (Paris)

### Rédacteurs adjoints :

Edition française :

Edition anglaise : Roy Malkin

Edition espagnole : Jorge Enrique Adoum

Documentation : Christiane Boucher

Illustration : Ariane Bailey

Maquettes : Robert Jacquemin

Promotion-diffusion : Fernando Ainsa

Projets spéciaux : Peggy Julien

Toute la correspondance concernant la Rédaction

doit être adressée au Rédacteur en Chef.

200 000 bourses et cours  
dans le monde



Prix : 55 FF (France)  
19,10 FS (Suisse)  
410 FB (Belgique)

11,5 x 21,5 cm  
ISBN 92-3-002033-8  
anglais — français — espagnol  
1104 pages

# ETUDES A L'ÉTRANGER

XXIV<sup>e</sup> édition. 1983-1984  
1984-1985  
1985-1986

■ Un guide complet, précis, régulièrement mis à jour proposant plus de 200 000 offres : bourses, postes d'assistants, allocations de voyage, cours, séminaires dans plus de 100 pays à travers le monde, dans les universités, grandes écoles et organismes internationaux.

■ Des informations indispensables aux étudiants pour leur séjour à l'étranger : conditions d'admission, nombre, montant et durée des bourses, dépôt des candidatures, dates d'inscription, qualifications linguistiques, coût de la vie, documentation, etc.

■ Dans toutes les disciplines : droit, sciences humaines, sciences sociales, sciences fondamentales, sciences appliquées, technologie, beaux-arts, journalisme, etc.

\* France : en vente • dans les librairies universitaires  
• à la Librairie de l'Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris  
• et par correspondance en joignant votre règlement par chèque bancaire, mandat ou CCP 3 volets Paris 12598-48 F libellé à l'ordre de la Librairie de l'Unesco

\* Autres pays : S'adresser à notre agent de vente (voir liste ci-dessous)

## Pour vous abonner ou vous réabonner et commander d'autres publications de l'Unesco

Vous pouvez commander les publications de l'Unesco chez tous les libraires en vous adressant directement à l'agent général (voir liste ci-dessous). Vous pouvez vous procurer, sur simple demande, les noms des agents généraux non inclus dans la liste. Les paiements des abonnements peuvent être effectués auprès de chaque agent de vente qui est à même de communiquer le montant du prix de l'abonnement en monnaie locale.

**ALBANIE.** N. Sh. Botimeve Naim Frasheri, Tirana. — **ALGÉRIE.** Office des Publications Universitaires (OPU), Place Centrale Ben Aknoun, Alger ; Institut Pédagogique National (IPN), 11, rue Ali Haddad, Alger. Pour les publications : ENAL, 3 Bd. Zirout Youcef, Alger. Pour les périodiques uniquement : ENAMEP, 20, rue de la Liberté, Alger. — **RÉP. FÉD. D'ALLEMAGNE.** Le Courrier de l'Unesco (allemand, anglais, français, espagnol), Mr. Herbert Baum Deutscher Unesco-Kurier Vertrieb Besaltstrasse 57 5300 BONN 3. Autres publications : S. Karger GmbH, Karger Buchhandlung, Angerhofstr. 9, Postfach 2, D-8034 Germering/München. Pour les cartes scientifiques seulement : Geo Center Postfach 800830 Stuttgart 80 — **RÉP. DÉM. ALLEMANDE.** Buchhaus Leipzig, Postfach, 140, Leipzig. Internationale Buchhandlungen, en R.D.A. — **ARGENTINE.** Librería El Correo de la Unesco EDILYR S.R.L. Tucumán 1685 1050 Buenos Aires. — **AUTRICHE.** Buchhandlung Gerold and Co Graben 31 A-1011 Wien. — **BELGIQUE.** Ag. pour les publications de l'Unesco et pour l'édition française du "Courrier" : Jean de Lannoy, 202, Avenue du Roi, 1060 Bruxelles, CCP 000-0070823-13. Edition néerlandaise seulement : N.V. Handelsmaatschappij Keesing, Keesinglaan 2-18, 21000 Dourne-antwerpen. — **RÉP. POP. DU BÉNIN.** Librairie nationale, B.P. 294. Porto Novo ; Ets Kouidjo G. Joseph, B.P. 1530 Cotonou. — **BRESIL.** Fundação Getúlio Vargas, Editora-Divisão de Vendas, Caixa Postal 9.052-ZC-02, Praia de Botafogo, 188 Rio de Janeiro RJ — **BULGARIE.** Hemus, Kantora Literatura, bd Rousky 6, Sofia. — **CAMEROUN.** Le secrétaire général de la Commission nationale de la République unie du Cameroun pour l'Unesco, B.P. N° 1600, Yaoundé. — **CANADA.** Editions Renouf Limitée, 2182, rue Ste. Catherine Ouest, Montréal, Que H3H 1M7. — **CHILI.** Editorial Universitaria S.A., Departamento de Importaciones, casilla 10220, María Luisa Santander 0447, Santiago. — **CHINE.** China National Publications Import and Export Corporation, P.O. Box 88, Beijing. — **COLOMBIE.** Instituto Colombiano de Cultura, Carrera 3A n° 18/24 Bogotá ; El Ancora Editores, Carrera 6a N° 54-58 (101), Apartado 035832, Bogotá. — **COMORES.** Librairie Masiwa 4, rue Ahmed Djoumou, B.P. 124, Moroni. — **RÉP. POP. DU CONGO.** Librairie populaire B.P. 577 Brazzaville ; Commission nationale congolaise pour l'Unesco, B.P. 493, Brazzaville. — **CÔTE-D'IVOIRE.** Librairies des Presses Unesco, Commission Nationale Ivoirienne pour l'Unesco, B.P. 2871, Abidjan. — **DANEMARK.** Munksgaard export and subscription service 35 Norre Sogade 1370 Copenhagen K. — **ÉGYPTE (RÉP. ARABE D').** National Centre for Unesco

Publications, N° 1, Talaat Harb Street, Tahrir Square, Le Caire. — **ESPAGNE.** MUNDI-PRENSA Libros S.A., Castelló 37, Madrid 1, Ediciones LIBER, Apartado 17, Magdalena 8, Ondárroa (Vizcaya) DONAIRE, Aptdo de Correos 341, La Coruna ; Librería Al-Andalus, Roldana, 1 y 3, Sevilla 4. Librería CASTELLS, Ronda Universidad 13, Barcelona 7. — **ÉTATS-UNIS.** Unipub, 205 East 42nd Street, New York, N.Y., 10017 ; livres et périodiques : Box 433, Murray Hill Station, New York, N.Y. 10157. — **FINLANDE.** Akateeminen Kirjakauppa, Keskuskatu 1, 00100 Helsinki. Suomalainen Kirjakauppa Oy, Koivuvuorankuja 2, 01640 Vantaa 64 — **FRANCE.** Librairie Unesco, 7, place de Fontenoy, 75700 Paris. C.C.P. 12.598.48. — **GABON.** Librairie Hachette, B. P. 3923, Libreville. — **GRÈCE.** Toutes librairies internationales. John Mihalopoulos & Son S.A. International Booksellers, 75 Heriou Street, P.O. B. 73, Thessaloniki. — **RÉP. POP. REV. DE GUINÉE.** Commission nationale guinéenne pour l'Unesco, B.P. 964, Conakry. — **HAÏTI.** Librairie A la Caravelle, 26, rue Roux, B.P. 111, Port-au-Prince. — **HAUTE-VOLTA.** Lib. Attie B.P. 64, Ouagadougou. — **Librairie Catholique** « Jeunesse d'Afrique ». Ouagadougou. — **HONGRIE.** Akadémiai Könyvesbolt, Váci U. 22, Budapest VI. — **INDE.** Orient Longman Ltd. : Kamani Marg. Ballard Estate, Bombay 400 038 ; 17 Chittaranjan Avenue, Calcutta 13 ; 36a Anna Salai, Mount Road, Madras 2. 5-9-41/1 Bashir Bagh, Hyderabad 500001 (AP), 1, 80/1 Mahatma Gandhi Road, Bangalore- 560001, 3-5-820 Hyderguda, Hyderabad-500001. Publications Unit, Ministry of Education and Culture, Ex. AFO Hutments, Dr. Rajendra Prasad Road, Nouvelle-Delhi-110001 ; Oxford Book and Stationery Co., 17 Park Street, Calcutta 700016 ; Scindia House, Nouvelle-Delhi 110001. — **IRAN.** Commission nationale iranienne pour l'Unesco, Seyed Jamal Eddin Assad Abadi Av., 64th Street, Bonyad Building, P.O. Box 1533, Teheran ; Kharazmie Publishing and Distribution Co. 28 Vessal Shirazi St. Enghelab Avenue, P.O. Box 314/1486, Téhéran. — **IRLANDE.** The Educational Co. of Ir. Ltd., Ballymount Road Walkinstown, Dublin 12. — **ISRAËL.** A.B.C. Bookstore Ltd, P.O. Box 1283, 71 Allenby Road, Tel Aviv 61000. — **ITALIE.** Licosca (Libreria Commissionaria Sansoni, S.p.A.) via Lamarmora, 45, Casella Postale 552, 50121 Florence ; Agent non-exclusif de vente : F.A.O. Bookshop, Via delle Terme di Caracalla, 00100 Rome. — **JAPON.** Eastern Book Service Shuhwa Toranomon 3 Bldg, 23-6 Toranomon 3-chome, Minato-ku, Tokyo 105 — **LIBAN.** Librairie Antonie, A. Neufel et frères ; B.P. 656, Beyrouth. — **LUXEMBOURG.** Librairie Paul Bruck, 22, Grande-Rue, Luxembourg. — **MADAGASCAR.** Toutes les publications : Commission nationale de la Rép. dém. de Madagascar pour l'Unesco, Ministère de l'Éducation nationale, Tananarive. — **MALAISIE.** University of Malaya Co-operative Bookshop, Kuala Lumpur 22-11 — **MALI.** Librairie populaire du Mali, B.P. 28, Bamako. — **MAROC.** Librairie « Aux belles images », 282, avenue Mohammed-V, Rabat, C.C.P. 68-74. « Courrier de l'Unesco » pour les membres du corps enseignant : Commission nationale marocaine pour l'Unesco 19, rue Oqba, B.P. 420, Agdal, Rabat (C.C.P. 324-45). — **MARTINIQUE.** Librairie « Au Boul' Mich », 1, rue Perrinon, et 66, av. du Parquet, 972, Fort-de-France. — **MAURICE.** Nalanda Co. Ltd., 30, Bourbon Street, Port-Louis. — **MEXIQUE.** Librería El Correo de la Unesco,

Actpán 66, Colonia del Valle, Mexico 12 DF. — **MONACO.** British Library, 30, boulevard des Moulins, Monte-Carlo. — **MOZAMBIQUE.** Instituto Nacional do livro e do Disco (INLD), Avenida 24 de Julho, 1921 v/c e 1° andar, Maputo. — **NIGER.** Librairie Mauclert, B.P. 868, Niamey. — **NORVÈGE.** Toutes les publications : Johan Grundt Tanum (Booksellers), Karl Johans gate 41/43, Oslo 1. Pour le « Courrier » seulement : A.S. Narvesens Litteraturjeneste, Box 6125 Oslo 6. Universitets Bokhandelen, Universitetssentret, P.D.B. 307, Blindern, Oslo 3. — **PAKISTAN.** Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-i-azam, Box 729 Lahore 3. — **PARAGUAY.** Agencia de diarios y revistas, Sra. Nelly de Garcia Astillero, Pte. Franco N° 580 Asunción. — **PAYS-BAS.** Pour les périodiques seulement : D & N — FAXON B.V., P.O. Box 197, 1 000 AD Amsterdam. Pour les publications seulement : Keesing Boeken B.V., Postbus 1118, 1000 B C Amsterdam. — **PEROU.** Librería Studium, Plaza Francia 1164, Apartado 2139, Lima. — **POLOGNE.** ORPAN-Import. Palac Kultury, 00-901 Varsovie, Ars-Polona-Ruch, Krakowskie- Przedmiescie N° 7, 00-068 Varsovie. — **PORTUGAL.** Dias & Andrade Ltd. Livraria Portugal, rua do Carmo, 70, Lisbonne. — **ROUMANIE.** ILEXIM, Export-Import, 3 Calea "13 Decembrie", P.O. Box 1-136/1-137, Bucarest. — **ROYAUME-UNI.** H.M. Stationery Office P.O. Box 276, London S.W.B. 5 DT ; Mc Carta Ltd., 122 Kings Cross Road, Londres WC1X, 9 DS — **SÉNÉGAL.** La Maison du Livre, 13, av. Roume, B.P. 20-60, Dakar, Librairie Clairafrique, B.P. 2005, Dakar, Librairie « Le Sénégal » B.P. 1954, Dakar. — **SEYCHELLES.** New Service Ltd., Kingsgate House, P.O. Box 131, Mahé ; National Bookshop, P.O. Box 48, Mahé. — **SUÈDE.** Toutes les publications : A/B C.E. Fritzes Kungl. Hovbokhandel, Regeringsgatan, 12, Box 16356, 103-27 Stockholm, 16. Pour le « Courrier » seulement : Svenska FN-Forbundet, Skolgränd 2, Box 150-50, S-10465 Stockholm-Postgiro 184692. — **SUISSE.** Toutes publications. Europa Verlag, 5, Ramistrasse, Zurich, C.C.P. 80-23383. Librairie Payot, 6, Rue Grenus, 1211, Genève 11. C.C.P. : 12.236. Librairie Payot aussi à Lausanne, Bâle, Berne, Vevey, Montreux, Neuchâtel et Zurich. — **SYRIE.** Librairie Sayegh Immeuble Diab, rue du Parlement, B.P. 704, Damas. — **TCHAD.** Librairie Absoumou, 24, av. Charles de Gaulle, B.P. 388, N'Djamena. — **TCHÉCOSLOVAQUIE.** S.N.T.L., Spalena 51, Prague 1 (Exposition permanente) ; Zahracni Literatura, 11 Soukenicka, Prague 1. Pour la Slovaquie seulement : Alfa Verlag Publishers, Hurbanovo nam, 6, 893 31 Bratislava. — **TOGO.** Librairie Evangélique, B.P. 1164, Lomé, Librairie du Bon Pasteur, B.P. 1164, Lomé, Librairie Moderne, B.P. 777, Lomé. — **TRINIDAD ET TOBAGO.** Commission Nationale pour l'Unesco, 18 Alexandra Street, St. Clair, Trinidad, W.I. — **TUNISIE.** Société tunisienne de diffusion, 5, avenue de Carthage, Tunis. — **TURQUIE.** Haset Kitapevi A.S., Istiklal Caddesi, N° 469, Posta Kutusu 219, Beyoglu, Istanbul. — **U.R.S.S.** Mejdunarodnaya Kniga, Moscou, G-200 — **URUGUAY.** Edilry Uruguayu, S.A. Librería Losada, Maldonado, 1092, Colonia 1340, Montevideo. — **YOUGOSLAVIE.** Mladost, Ilica 30/11, Zagreb ; Cankarjeva Založba, Zopitarjeva 2, Ljubljana ; Nolit, Terazije 27/11, Belgrade. — **RÉP. DU ZAIRE.** La librairie, Institut national d'études politiques, B.P. 2307, Kinshasa. Commission nationale de la Rép. du Zaire pour l'Unesco, Ministère de l'Éducation nationale, Kinshasa.

# AUX SOURCES DU FUTUR

## La vingt-deuxième session de la Conférence générale de l'Unesco



Photo Michel Claude - Unesco

« **C**ETTE conférence s'est ouverte dans un climat reflétant les tensions et les doutes du monde actuel. Elle s'achève sur la victoire de l'esprit de tolérance et de compréhension mutuelle. » Ces paroles prononcées lors de son discours de clôture par le Directeur général de l'Unesco, Amadou-Mahtar M'Bow, résument le déroulement de la vingt-deuxième session de la

Conférence générale de l'Unesco qui s'est tenue à Paris du 25 octobre au 26 novembre 1983.

Au cours des premières séances de la Conférence, certains Etats membres ont exprimé des réserves sur le budget proposé pour les deux années 1984-1985. Finalement un accord s'est établi sur une croissance de 4 %. Un soutien général a été apporté aux projets du programme pour les deux prochaines années. La Conférence a souligné l'interdépendance et le caractère intersectoriel des programmes adoptés dont quelques-uns des thèmes majeurs étaient : le rôle de la culture dans le développement ; l'importance de l'alphabétisation ; le rôle croissant de l'informatique et de la technologie ainsi que des programmes scientifiques de l'Organisation ; la liaison étroite entre les droits de l'homme et les droits des peuples ; l'importance de l'éducation pour la paix.

Au total 2 126 délégués, représentants et observateurs ont participé à la Conférence. Parmi eux figuraient 1 751 délégués de 157 Etats membres (dont 114 ministres d'Etat), des représentants d'un membre associé de l'Unesco, du Saint-Siège, de quatre mouvements de libération, de douze Organisations des Nations unies ainsi que des observateurs de 35 Organisations intergouvernementales et de 131 Organisations non-gouvernementales.

Quatre chefs d'Etat honorèrent de leur visite la Conférence : le président de la République française, François Mitterrand, le président de la République du Cap-Vert, Son Excellence Aristides Maria Pereira, le Premier ministre du Commonwealth de la Dominique, l'Honorable Mary Eugenia Charles, et Sa Majesté Juan Carlos I<sup>er</sup>, roi d'Espagne, ainsi que Son Altesse Royale le prince Hassan de Jordanie.

Sur la photo, le Directeur général de l'Unesco, Amadou-Mahtar M'Bow, lors de la séance de clôture de la Conférence générale. Assis à la tribune, on peut voir le président de la Conférence, Said M. Tell, de Jordanie et le président sortant du Conseil exécutif, Victor Massuh, d'Argentine.